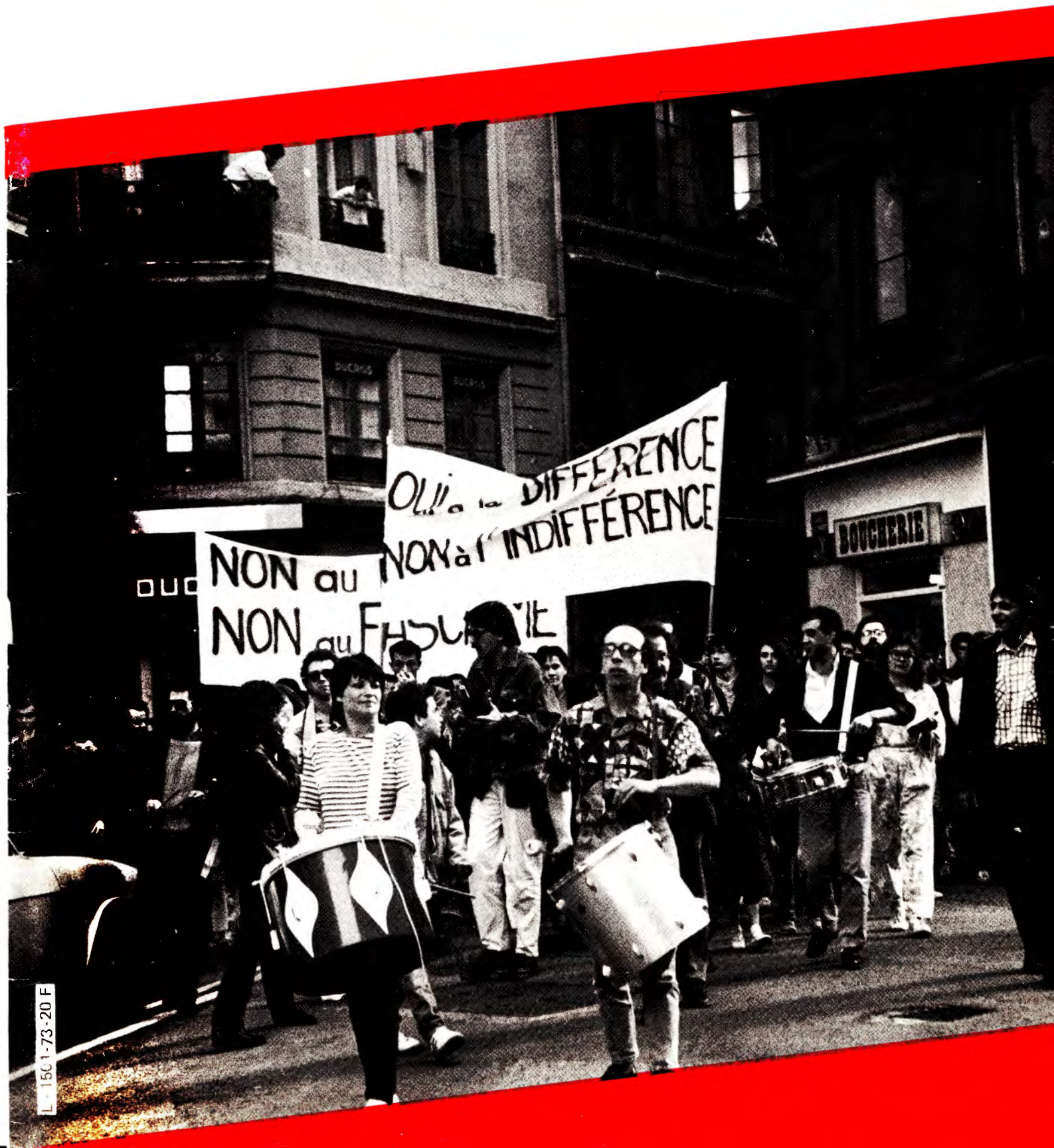


journal d'expressions libertaires

INFORMATIONS REFLEXIONS LIBERTAIRES



S O M M A I R E

Oui à la différence, non à l'indifférence. p.3
Descente du Front national sur la Croix-Rousse
Témoignage d'un membre du CUL p.4

Instits :
Après l'échec, on continue? p.5 et 7
Pour un projet alternatif d'éducation. p.7

Mille et Une pensées libertaires :
Participation institutionnelle et indifférence . . p.8 et 9

Actuelles :
Espagne : le capitalisme entre la démocratie et le fascisme. p.10
Point de vue sur le 21ème congrès CNT-F p.11

Bonnes feuilles :
Vers une nouvelle révolution (« les Amis de Durruti ») p.12 à 15

Voyages :
A l'occident de l'orient : le Maroc p.16 et 17

Afrique :
Burkina Faso p.22 et 23
Longo Mai et le C.E.D.R.I. p.24

Réflexions :
Eléments d'une analyse bakouninienne de la bureaucratie p.25 à 30
Chine : Les Années Rouges p.31 et 33
Avis de lecture p.34
Anarchica : réflexions sur l'inégalité sexuelle p.35

Encart central :
Charivari des Libertés. p.1 à 14



DES IDEES COMME S'IL EN PLEUVAIT

COUP D'ŒIL NOSTALGIQUE

En 1974, une petite feuille libertaire naissait à Lyon: IRL, « Informations Rassemblées à Lyon », à cette époque. Treize ans plus tard, cette feuille est devenue une revue telle que vous la connaissez, l'aimez ou la détestez. Mais, contre vents et marées, nous somme là, nous continuons à maintenir un espace spécifique dans le mouvement libertaire. Avec toujours une même préoccupation, un même souci: développer un anar-

chisme non dogmatique, ouvert sur le futur et toute contribution extérieure lui permettant d'avancer.

En 1979, l'ACL est née à son tour, petite maison d'édition avant la lourde responsabilité d'éditer des ouvrages de recherche, de réflexion sur « un anarchisme contemporain ». Cette recherche et cette réflexion nous ont amenés, par la suite, à organiser et à participer à divers colloques.

En 1987, après de multiples problèmes inhérents à toute structure militante, nous sommes un petit collectif à

assurer le suivi de ces deux structures.

IRL a connu le sort de bien des revues militantes: débats, engueulades, départs et arrivés, etc... Les péripéties allant jusqu'à un « divorce » qui a amené à la création, fin 1986, de la revue Noir et Rouge.

L'ACL, de son côté, a continué son bonhomme de chemin, plus à l'abri des remous divers, publiant une douzaine de titres à une fréquence plus que variable et élastique...

COUP D'ŒIL SUR L'AVENIR

Au jour d'aujourd'hui, force est de constater que nous sommes les mêmes, ici et là. Alors, nous en profitons pour clarifier les choses et envisager l'avenir avec l'irrésistible envie de continuer l'aventure. Dans ce but, nous souhaitons que l'ACL devienne l'association autour de laquelle s'articulent nos projets, nos idées. Une association qui soit plus ouverte, plus dynamique, plus... plus mieux, quoi!

Pour quoi faire? Plein de trucs: tout ce que nous avons dans tête, plus ce que vous avez, vous, dans la tête.

— Nous voulons redonner à IRL une réelle parution bimestrielle, voire même, qui sait, mensuelle... IRL restant, pour nous, une revue ouverte, non dogmatique, une revue libertaire pour tous les libertaires. Carrefour de militantismes et de réflexions. Pour cela, nous comptons associer plus largement, par des contacts écrits réguliers (en attendant mieux) les collaborateurs qui écrivent déjà régulièrement, qui consacrent déjà du temps et du boulot à la revue. Ainsi que d'autres, bien évidemment, au fil des contacts qui se noueront. Car nous projetons d'aller rencontrer les lecteurs dans différentes villes!

— Nous voulons continuer à publier des livres, pour élargir, et continuer à réfléchir, l'espace culturel libertaire. Ceci se fonde sur la certitudes que nos militantismes, nos interventions ne peuvent faire l'économie de la réflexion et

du réajustement perpétuel de nos théories, en fonction de l'évolution de la société. Derrière ces grands mots, il y a déjà des axes très précis, des titres en gestation pour la rentrée 87. Plus précisément: « Au-delà de la Démocratie », actes d'un colloque tenu à Lyon; « Sauve qui peut », livre sur l'éducation, à partir des actes d'un colloque qui s'est tenu à Carcassonne; etc...

— Nous continuerons à animer, à impulser, à participer à des colloques, des rencontres, des recherches, afin que, au-delà des livres, des échanges se nouent entre les militants du quotidien que nous sommes tous. Là encore, nos projets sont précis: un colloque le 30-31 octobre, à Lyon, intitulé « Réflexions sur les inégalités sexuelles » (voir page 35); une rencontre entre les libertaires sur le thème « mouvement libertaire, mouvement social », à Lyon, au printemps 88 (échanges sur le syndicalisme, l'écologie, la politique et les élections, l'éducation, etc...), une grande rencontre internationale, à Lyon, en 1989, liée à un colloque sur la Révolution Française.

COUP D'ŒIL SUR LE PRESENT

Ce présent qui a pour nous une durée de deux ans et qui s'articule autour des trois activités prioritaires:

— publication bimestrielle d'IRL.

— éditions de livres
— organisation des deux colloques précédemment cités.

Ces objectifs n'ont qu'un inconvénient: ils ne pourront être atteints qu'avec une participation plus active et régulière d'autres libertaires qui s'intéressent à nos activités, ainsi qu'à une assise financière qui puisse nous permettre d'envisager ces deux prochaines années sans trop de handicap économique.

Mais de tout cela nous reparlerons dans les prochains numéros.



Nous sommes décemment gâtés, à Lyon. Après le Pape, Barbie (et maintenant l'explosion du Port Edouard Herriot). Quelle pub! Dommage que la vedette du procès, un mauvais joueur, ait refusé de tenir son rôle jusqu'au bout. Cette dérobade rend un peu ridicule le déploiement policier autour du Palais de Justice et les installations, désormais sous-utilisées, destinées aux médias.

Mais, d'un autre point de vue, cette dérobade fait, comme on dit, partie du personnage. De son fait, Barbie entre désormais dans l'Histoire, et devient l'incarnation du mal absolu, de l'horreur intolérable.

Ceci permettra d'oublier qu'avant d'être absolu, le mal était relatif et qu'on s'était, petit à petit, habitué à tolérer l'horreur, et à ne pas la voir.

Les conditions historiques sont évidemment différentes de ce qu'elles étaient pendant les années qui ont précédé l'accession de Hitler au pouvoir. Cependant, la montée d'un mouvement de

droite extrême, et surtout des idées qui l'animent, ne peut que frapper par l'analogie présentée avec la montée du mouvement nazi.

Ses idées, Hitler ne les a pas inventées. C'était des idées qui traînaient dans toute la droite honorable allemande. La revanche contre la France, la notion d'un espace vital nécessaire à l'expansion de la race aryenne, nécessairement supérieure, on parlait de tout cela un peu partout, de façon peut-être un peu moins grossière que ne le faisait Hitler, mais pas vraiment différente. Aujourd'hui, Le Pen parle d'une Sécurité Sociale à deux vitesses, et de donner la priorité aux Français. C'est aussi un peu différent.

Hitler voulait exterminer les Juifs. Ce n'est pas qu'il leur en ait voulu vraiment. Il les auraient bien vus, ailleurs. Il trouvait simplement que ceux qui étaient sur place sentaient mauvais et polluaient l'atmosphère par leurs odeurs et par leurs idées. De plus, un certain nombre d'entre eux étaient capitalistes,

et si tous ne l'étaient pas, ils l'auraient pu. De même, un immigré, dans la rue, n'est pas forcément un délinquant, mais avec la tête qu'il a, on ne sait jamais. Aussi Pasqua ne veut-il pas renvoyer tous les immigrés par le train, mais seulement les délinquants. C'est «à la française» que Le Pen veut renvoyer ceux qui sont de trop. Rien à voir, évidemment, avec la solution définitive de caractère spécifiquement germanique.

Au début du nazisme, les SA faisaient des rafles dans les quartier juifs. Ils étaient un peu indisciplinés, ce qui fut une des causes de leur dissolution ultérieure et de leur remplacement par les SS, bien mieux organisés et techniciens. Ceux qui ont fait une rafle sur la Croix-Rousse et ont terrorisé les habitants, ceux qui ont pillé le local des JALB (1), toujours à la Croix-Rousse, en y laissant le portrait de Barbie, ce qui, dans les circonstances actuelles, est du plus mauvais goût, sont très indisciplinés et ne portent pas d'uniformes.

Barbie était l'un de ces SS, disciplinés et organisés. Un homme d'ordre et un homme ordinaire. Comme tous les hommes ordinaires, il ne pouvait concevoir que les évidences énoncées plus haut puissent être mises en doute par d'autres que par les intellectuels des beaux quartiers de Berlin (2). Seuls des esprits dévoyés pouvaient soutenir que ce qui est simple n'est pas forcément juste. Il torturait donc, au nom de quelques idées simples. Rien que de très ordinaire, au reste, que de prendre, au passage, quelque plaisir à torturer un Juif. Le métier n'est pas toujours agréable et mérite quelques compensations. La preuve qu'il avait raison, c'est qu'il a été soutenu et caché par le gouvernement américain et qu'il a pu, pendant quarante ans, faire peut-être, directement ou indirectement, plus de victimes qu'il n'en fit à Lyon en quatre ans.

Je ne cherche pas ici à banaliser l'horreur. Plutôt, je souhaiterais que chacun





prenne conscience de ce que la banalité contient en germe, l'horrible. La banalité, les idées simples, et pour cela acceptées sans critique, les apparentes évidences sont précisément ce qui engendre le totalitarisme, l'intolérance et le refus de l'autre. C'est lorsque nous sommes sûrs d'avoir raison que nous sommes prêts à exterminer ceux qui ne pensent pas comme nous.

Les médias et le consensus général, en faisant de cette horreur un spectacle, la transforment en quelque chose d'un autre monde, en représentation. Nous nous identifions évidemment aux nombreuses victimes. Il est dommage que la majorité de nos semblables n'aient pas eu la même réaction, à l'époque, et se soient, comme pendant la guerre d'Algérie, identifiés plutôt aux bourreaux.

Maintenant, nous qui n'étions pas là, à l'époque, nous ne pouvons que contempler le spectacle de notre place, nous détournant des horreurs contemporaines, et nous écriant chaque fois que Barbie lève un bras ou un regard: « Oh le vilain! ». Et quand il n'est pas là, c'est encore bien pire, puisque nous sommes, de surcroît, privés de notre spectacle.

Il nous suffirait cependant d'un peu d'imagination pour peupler ce siège vide de ce qu'aurait pu être notre regard, ou de ce qu'il fut, peut-être, le jour où nos aigres, nos rancœurs, nos déceptions, nous ont rendu hostiles à ceux qui nous environnent et ne sont pas nos copies conformes.

Alain

(1) Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue, rue Burdeau, 69001 Lyon.

(2) Pour qui aussi furent créés les premiers camps de concentration.

UNE CROIX-ROUSSE ANTI-FASCISTE

J *eu*di 9 avril: meeting du Front National à Lyon, avec Le Pen. *Gonflés à bloc par les déclarations de leur chef bien-aimé, un commando d'une quarantaine de militants du Front National déboula, le soir du vendredi 10 avril, sur les pentes de la Croix-Rousse. Sous prétexte d'un collage d'affiches (en fait des affiches annonçant le meeting... de la veille), les sinistres individus, de treillis vêtus et jouant de matraques cloutés, gourdins, manches de pioche, révolvers d'alarme... font la chasse au faciès et attendent que des gens arrachent leurs affiches pour les matraquer. Ils en profitent aussi pour arracher les boîtes aux lettres portant des noms arabes, ainsi que les volets du local du CUL (Collectif Utilitaire Lyonnais).*

Les pandores, appelés vers 22 heures par un témoin, se appliquèrent aux alentours de 23h 30, mon dieu, mais que fait la police? Elle s'en prend à trois jeunes arabes qui se trouvaient là et qui s'étaient fait agresser par le commando du FN. Menottés, gardés à vue, ils ne seront relâchés que le lendemain matin. Et les membres du commando? La police n'en chopera que trois qui furent amenés au commissariat de permanence (pas besoin de menottes pour des gens si bien) et relâchés assez rapidement.

IRL

TEMOIGNAGE DE PAPY MEMBRE DU CUL

La riposte à l'agression du FN fut très rapide sur les pentes de la Croix-Rousse, puisque, dans les premières heures de la matinée du samedi, les adhérents se retrouvaient au CUL pour faire le point de la situation. Voyant le local ouvert, les habitants des pentes vinrent spontanément discuter de l'évènement tout d'abord, donner leur version des faits, et décider tous ensemble de «rétablir la vérité». En effet, au vu des premières versions journalistico-policières, il apparaissait que les «pauvres colleurs du FN» avaient été attaqués par des habitants des pentes! C'en était trop pour ceux qui, de leur fenêtres, avaient vu les hommes en kaki, matraque en main, circuler dans les rues.

En peu de temps, des affiches furent collées dans les rues appelant les habitants du quartier à venir témoigner sur les événements de la veille. Rapidement, 18 témoignages écrits furent collectés; le Collectif se transforma en ruche bourdonnante pendant une bonne partie de la journée. Chacun donnait son opinion, sa solution; on vit même un habitant âgé déclarer: «le plus dramatique dans cette affaire c'est que la police est avec eux».

Dans l'après-midi, une quarantaine d'habitants et d'adhérents du CUL se rendirent au centre social tout proche où se déroulait un forum des associations; Michel Noir (qui est aussi député de la circonscription) devait y prendre la parole. Rapidement les militants du CUL prirent la parole, interpellèrent Michel Noir ainsi que les journalistes présents. La riposte était alors bien engagée, les habitants des pentes allaient montrer leur détermination à ne pas laisser les fascistes défiler tranquillement dans les rues...

La présence d'habitants d'un quartier dans un local connu comme libertaire pourra surprendre le militant habitué à ne rencontrer que les deux pelés et trois tondus dissertant comme de coutume sur la vie aventureuse de Malatesta.

Mais voilà que le CUL échappe au fonctionnement habituel des lieux militants; ici l'aventure de la vie quotidienne passe par dessus tout; depuis dix ans, les habitants vien-

nent participer à des ventes de vêtements d'occasion, se servent du local pour faire des fêtes ou pour répéter des pièces de théâtre, les gamins de la rue jouent au ping-pong sous leur seule responsabilité, l'atelier de prêt d'outil dépasse régulièrement le bricoleur du dimanche... tous ces faits bénins faisant qu'à la longue, ce local apparaît un peu comme le leur, un lieu ouvert, utile à la vie du quartier.

D'autre part, les prises de positions politiques du CUL concernant notamment la rénovation, les expulsions des logements, le stationnement payant... ont attiré depuis de nombreuses années des habitants directement concernés (le 25 mars dernier, une manifestation d'habitants réunissait 300 personnes devant la mairie pour un problème de circulation/stationnement).

Le journal du Collectif, «L'Echo des Pentes», diffusé dans les boîtes aux lettres a longuement contribué à faire connaître nos idées.

Il était alors tout à fait naturel que devant un fait aussi grave que l'agression d'un quartier par des hommes en armes, la population se dirige vers le collectif pour organiser la riposte.

Si le rôle du CUL fut important comme haut-parleur de la riposte, il faut aussi noter que le quartier a très bien réagi: restaurateurs, commerçants et théâtres ont unanimement condamnés la descente des fachos qui leur rappelait trop de choses. Une voisine, âgée, nous confiait: «c'était comme dans les films, des types costauds, tous habillés pareil avec des visages carrés». Un remake de «Cabaret» en quelque sorte, mais la Croix-Rousse de 1987 n'est pas le Berlin des années 30; ici, immigrés, cultureux, militants associatifs et habitants tout court vivent des rapports de bon voisinage; les problèmes n'y sont pas plus aigus qu'ailleurs et même, nous pouvons avouer qu'il fait bon vivre dans ce quartier où tout le monde croise tout le monde «sans indifférence mais en respectant les différences».

Papy, membre du CUL

Collectif Utilitaire Lyonnais
44 rue Burdeau 69001 Lyon
tél 78 30 98 93

Après l'échec on continue ?



Photo C. Chevin

Aie aïe aïe! C'est comme une gueule de bois qui vous prend au petit matin, qui vous tient et vous accompagne jusqu'au soir. C'était chouette, mais le réveil est dur.

Eh oui, qui aurait pu croire les instits capables de révolte, capables de défilé déguisés, capables d'action directe (occupations diverses, vols de dossiers, etc...). Il n'empêche que... le mois de mars a été dur. Le sérieux l'a emporté sur le spontané, le politique a pris le pas sur le viscéral. Résultat : Monory gagnant sur toute la ligne. La sinistre comédie de l'inscription massive sur les listes d'aptitude à l'emploi de maître-directeur se solda par une triste réalité : beaucoup d'instits rêvent d'être petit chef. Chacun

lorgne avec envie vers l'honorabilité que confère un statut de « chef d'établissement » (nouvelles étiquettes pour le courrier adressé aux directeurs d'école, dans le Rhône tout au moins).

Reste un fait incontournable qui rend la gueule de bois moins sinistre : Les instits (des instits?) savent encore se battre, et se sont même dotés de structures de lutte afin de remplacer celles qui auraient dû lutter (Saint SNI, Sainte FEN, Sacro Saint CNAL). Alors la question centrale reste posée : que vont faire tous ces gens, ceux qui ont animé les coordinations, ceux qui se sont grimés, qui ont dansé, qui ont érigé des barricades contre la sinistrose de l'Éducation Nationale? Et cela passe par une question clé : que veulent-ils, que

voulons-nous comme avenir éducatif?

Si on arrive à répondre à cette question, les jeunes instits de moins de trente ans, ceux qui ont (principalement) animé les coordos, arriveront peut-être à se fixer dans un métier qui les dégoûte. Sinon, ils partiront. Et ne vous réjouissez pas, car les instits ne disparaîtront pas pour autant... D'autres viendront. Mais quant à moi, je préfère ceux qui savent encore descendre dans la rue...

DE LA FETE A LA DEFAITE

Sur le film des événements, je serai bref. Car c'est un spectacle lamentable... Car il est inutile de recommencer les tendances X, Y ou Z. Car

tout n'est pas encore terminé (une manif nationale est prévue le 17 mai (*)).

En bref, la rentrée après les vacances de février a marqué l'enterrement de la lutte. Et la faute n'en revient pas aux vacances, mais bel et bien au SNI qui a prouvé sa volonté de ne pas gagner : aucun appel à la grève, aucune manif, rien avant le ... 17 mai. A la suite de ce non-événement du début mars (je passe sur la « grève au travail », j'ai pas encore compris...), les tendances du SNI et de la FEN sont entrées en action, s'entre-déchirant les unes et les autres, proposant chacune leur plan d'action. Et les militants des coordos et du SGEN-CFDT n'ont pu que contempler le désastre, non sans essayer, avec rage, de peser sur l'appareil, sur la



profession. Malheureusement, force est de constater que sans le SNI, rien n'est possible. Je ne rentrerai pas dans le jeu de savoir si la grève appelée par la coordination nationale et le SGEN, suivie à 10% les 23 et 24 mars, est un échec ou une réussite. Elle a été, c'est déjà important. Tout comme l'occupation du Sénat par des copains et copines de la Coordination parisienne. L'absence du SNI de ces luttes a montré qu'il se coupait délibérément (et définitivement sans doute) de la frange combattive, celle des jeunes, de ceux qui rament dans les banlieues des grandes cités. L'avenir de la profession, en quelque sorte. Le SNI, seul syndicat qui n'a pas envie de syndiquer les jeunes. Restera les retraités!

Après, ça a été l'enchaînement. Des actions décentralisées un peu partout, une manif nationale le 1er avril, peu mobilisatrice, sauf pour la tendance communiste. Bref, chaque tendance prépare activement les élections de la FEN en mai-juin. Et Monory se frotte les mains...

QUELLES PERSPECTIVES?

Soyons réalistes. Un plan à long terme n'était pas totalement inutile, Monory préparant d'autres projets (désectorisation des écoles, voire privatisation, etc...). La profession devra rester en éveil. Mais il aurait fallu un plan de lutte!

Car le SNI n'a pas fait son travail syndical (ce n'est pas nouveau). Et même l'École Emancipée, tendance syndicaliste révolutionnaire, s'est perdue dans les éternels affrontements de tendances, paraissant incapable de présenter quelque chose de nouveau et dynamique au mouvement. Les militants des coordinations se sont sentis vraisemblablement plus proches du SGEN-CFDT qui a, lui, accepté et animé la lutte. Cependant, le SGEN reste un syndicat passoire incapable de fixer les adhérents. Est-ce que ça va changer pour lui? Peut-être. Pourtant, les structures syndicales traditionnelles, quelles qu'elles soient, ne semblent pas être en mesure de canaliser l'énorme potentiel contestataire qui s'est révélé en février. Le SNI est le syndi-

cat des commissions paritaires, de la co-gestion des personnels. Le SGEN est celui des fanatiques de la pédagogie, toujours prêts à participer à telle ou telle action de recherche, mais bien peu apte à coller au terrain du quotidien, ne serait-ce que par le nombre de ses adhérents et sympathisants. Quant au SNUDI-FO, que d'aucuns voudraient nous présenter comme un potentiel neuf, il ne représente que lui-même, amalgame incolore de réactionnaires de l'école Jules Ferry façon début de siècle, croisé trotsko-cravato-ringardo-conservateurs.

Alors le syndicalisme est-il coupé définitivement de ceux qui pouvaient, enfin, avoir une perspective réellement novatrice dans le métier. Sans doute. Mais quelle volonté novatrice?

QUEL CHANGEMENT?

S'il est clair que la majorité des instits n'est pas prête à changer quoi que ce soit, car c'est un corps professionnel par essence conservateur, qui a pour mission essentielle de figer une société donnée à un moment donné, le mouvement a révélé une frange radicale. Reste plus qu'à se mettre au boulot! Quitte à se couper de l'ensemble de ce corps conservateur. Et pour cela, définir ce qu'on veut changer, et dans quel cadre.

Car il est fondamental de penser l'école, l'éducation, dans la société. Et, bien entendu, changer l'une passe par changer l'autre. Ceci devra être affirmé clairement: tout changement dans l'école, dans le domaine éducatif, passe par un changement de société. Pour quelle autre? Laissons aux rêveurs des lendemains qui chantent des définitions précises. Disons simplement haut et fort notre volonté d'aller vers une société moins autoritaire, moins hiérarchisée ou la domination serait moindre (voire nulle!).

Ceci impose donc, sur le plan politique, une stratégie de rupture. Et cette stratégie de rupture devra se retrouver dans le domaine éducatif, dans l'école primaire en particulier pour les instits. Avec, là encore, le souci de penser le système éducatif dans sa globalité: école, mais aussi famille (ou autre structure de vie), crèches, colonies de

vacances, haltes garderies, etc... Sans oublier que l'éducation doit être permanente: école, mais aussi formation professionnelle, culturelle, artistique, etc... Sans oublier enfin que tous ces actes d'apprentissage, d'éducation, font partie intégrante d'un rythme de vie qui reste à repenser: rythmes scolaires moins denses, temps de travail plus courts, temps des loisirs, etc...

Peut-on raisonnablement envisager un programme de rupture dans l'école actuelle? Je le crois. Certains s'ys sont déjà attelés (je pense au mouvement Freinet qui a, par bien des égards, engagé la rupture depuis longtemps). Mais ce n'est pas à un individu de définir un tel programme. Ce sera à tous les instits (et autres travailleurs de l'éducation, avec les parents qui le veulent) de le faire, de définir non un programme mais des axes de lutte possible dès maintenant. Changer la société et agir. Quelques grandes lignes ont déjà été largement débattues pendant le mouvement: moins de hiérarchie, plus d'équipe; des classes moins chargées; une revalorisation de la fonction (à discuter: kézako revaloriser?). Ces divers points sont, sans doute, primordiaux à avancer. Mais il reste à réfléchir, afin d'être réellement radical, et d'ouvrir des brèches fondamentalement alternatives, quelle est la place que nous réservons à l'enfant dans l'école (et ailleurs). Quels rythmes scolaires? Quelle vie dans la cité? Quel statut pour lui? Changer, certainement. Mais avec lui, et non malgré lui. Là encore, réduire le problème à l'école est ridicule. On dérape tout de suite sur la place de l'enfant dans la société. N'est-il pas temps de reconnaître ses droits?

Et pour que l'école puisse changer réellement, elle devra aussi s'ouvrir aux parents. Car les enfants ne sont pas ceux des enseignants; ils ne sont pas que des élèves. La pédagogie regarde les enfants et les parents. Avec une tâche qui s'annonce rude: dans le climat de retour à l'autoritarisme actuel, que ferons-nous face à certains parents qui veulent toujours plus d'autorité? Là encore, nous devons peut-être nous affirmer en rupture. A nous d'agir pour convaincre.

Sinon, inutile de se mettre à agir.

Oui, bon, tout cela reste bien vague. Mais ce sont, à mon sens, des vérités bonnes à dire et à redire.

ET CONCRETEMENT?

Les idées sont donc là, en gestation. Il y en a quelques unes concernant l'Education nationale plus spécifiquement. Mais avant de voir celles-ci de plus près, il me paraît important de dire que la lutte ne pourra se faire qu'avec tous, c'est-à-dire en dépassant enfin le débat éternel: dedans, ou hors structures. Peu importe. Il faut avancer avec tous ceux qui cherchent dans le même sens que nous: écoles dites parallèles ou nouvelles, crèches, haltes-garderies, colonies, lieux de vie, etc... Avec une préoccupation essentielle pour tous: se faire connaître les uns des autres pour mieux se coordonner, afin de réfléchir ensemble pour mieux continuer.

Pour ce que je connais le mieux, c'est-à-dire des actions au sein de l'Education nationale, je pense que, en plus de notre pratique pédagogique différente au sein de la classe (de l'école quand c'est possible), nous devons chercher dans plusieurs directions:

- refus d'inspections motivées (avec éventuellement des contre-propositions), ainsi que refus des rapports avec la hiérarchie. Par exemple les maîtres-directeurs! Sur ce thème, il faut bien entendu signaler l'existence du Collectif anti-hiérarchique et anti-inspection, qui a organisé une rencontre nationale les 8, 9 et 10 mai à Caen (**).

- affirmation (et démonstration) du fonctionnement collégial des écoles (seul le conseil des maîtres a pouvoir de décision).

- demander la présence d'élève du cycle moyen (dix à onze ans) dans les conseils d'écoles.

- boycott des conférences pédagogiques inintéressantes (pléonasme?), voire organisation de contre-conférences pédagogiques.

- boycott de la formation continue bidon qui nous est proposée, avec revendication claire d'une autre formation.

- etc... etc... A vos idées. Par exemple encore, refus de certains programmes.

Ce qui me paraît fondamental, c'est de placer notre fonctionnement pédagogique différent au sein d'une dynamique de lutte précise.

Bien entendu, il reste à poser le problème des structures qui peuvent permettre cela. J'ai déjà dit plus haut que les structures syndicales traditionnelles ne me semblent pas capables d'intégrer un tel plan de luttes.

Il reste donc des structures à créer, ou à recréer. Je pense par exemple à la CNT, syndicat cher aux libertaires, où tout reste à faire. Pourquoi pas? A Lyon, une Union locale est née cette année. Les copains et les copines sont sympas, et ont la pêche. A nous d'en débattre.

A moins de créer autre chose. Dans ce cas, à vos idées. Moi, j'ai gardé la meilleure pour la fin, ce qui me paraît susceptible d'engendrer une dynamique dans le domaine éducatif si on prend la peine de s'y consacrer: la revue **Zero de Conduite** et sa mise en place d'un projet alternatif d'éducation (voir encadré). Il me paraît important de faire connaître cette revue, ses projets, ses ambi-

tions. Même si Paris n'est pas toujours à côté de chez nous, on peut quand même essayer de s'associer à eux!

TOUT COMMENCE

J'aimerais que ce soit la seule conclusion. Autour de ce projet, par exemple. Ou d'un autre, éventuellement... Mais je ne vois rien venir! Car il serait criminel que le mouvement de février reste enterré sous les bottes de nos responsables syndicaux. Ils ont choisi la compromission. A nous, aussi, de choisir: l'offensive contre la désespérance. L'offensive autour d'un projet global, éducatif et politique, car ce n'est pas fini. Monory a encore des ambitions. Nous aussi.

Jean-Michel

(*) La manif du 17 mai à Loudun confirme ce que j'ai dit. Ça a été un enterrement de première classe, un échec retentissant: 10 à 12000 personnes d'après Le Monde. Il y en avait 80 000 à Paris en février... Merci pour eux!

(**) Contacts et renseignements auprès de J. Debarre 307 LE BOIS 14200 HEROUVILLE et infos régulières dans Zéro de Conduite.

POUR UN PROJET ALTERNATIF D'EDUCATION

POUR TRANSFORMER, IL NE SUFFIT PAS D'ATTENDRE

Tout a été dit, et depuis longtemps, sur l'échec scolaire et ses causes, sur la nature de classe de l'institution scolaire (reproduction d'«élites», exclusion des classes sociales les plus défavorisées, pressions idéologiques et normatives), et sur les solutions possibles pour une transformation démocratique du système.

De nombreuses «expériences» ont été menées dans et hors de l'institution scolaire. Aux exceptions (notables), des Ecoles Ferrer et des Maîtres de Hambourg, aucune n'a connu de réelles développements de masse. Quand les résultats obtenus vont à l'encontre de la sélection par l'échec, de la ségrégation sociale, l'expérience est stoppée, ou étouffée.

Sauf dans le cas où cette dernière, portée par un réel mouvement social, peut s'imposer et se développer de manière spectaculaire.

Alors il faut le fascisme pour l'étouffer.

Aujourd'hui, ceux qui veulent transformer l'éducation sont englués dans la toile d'araignée hiérarchique de l'Education Nationale, ou se replient sur des «îlots libérés» privés, où, du fait de l'obligation de financement et de la nécessité d'une certaine démarche intellectuelle de la part des parents, la sélection s'opère à l'entrée.

Pour aller de l'avant dans le domaine éducatif, il faut donc:

— au sein de l'éducation nationale, regrouper ses forces afin de pouvoir résister aux pressions de l'administration (équipes pédagogiques, actions syndicales, refus d'inspection).

— dans les écoles dites parallèles, qui restent d'ailleurs à créer, il faut retrouver des sources de financement qui n'hypothèquent pas le côté social de notre intervention (création d'un organisme de financement alimenté par cotisations volontaires, paiement des usagers en fonction des salaires, coopératives...)

Mais dans tous les cas, ce qu'il nous faut, c'est un **projet éducatif alternatif** qui aille dans le sens, non seulement d'une alternative à la conception actuelle de l'éducation, mais aussi d'une alternative globale à la société.

Ce projet, pour pouvoir prétendre à une application conséquente se devra de reposer sur les principes suivants:

— il devra établir clairement le lien direct qui existe entre la transformation des différents lieux éducatifs (de la crèche à l'université), et la transformation de la société dont elle est issue, et dont ils reproduisent les valeurs et les rôles sociaux.

— il devra s'inspirer des principes anti-autoritaires, car l'autonomie et la capacité de décision des individus sont contradictoires avec les méthodes d'apprentissage autoritaires qui visent plus à incriminer la soumission et le respect de la hiérarchie que de réelles connaissances. Il n'est plus à démontrer que les méthodes dites actives, intégrant en partie ces principes, sont, dans le domaine de l'efficacité, plus performants que les méthodes traditionnelles.

— enfin, il se donne pour but la formation d'individus au sens plein du terme, échappant à la mutilation qui découle de la division travail manuel - travail intellectuel, alors que ce projet doit reprendre la notion d'éducation intégrale, liant en un tout formation théorique et pratique, et ouvrant la voie à un droit permanent à l'éducation.

Ce projet doit enfin être suffisamment crédible pour permettre que naisse autour de lui un mouvement susceptible de l'appliquer concrètement. Cela nécessite plus qu'une réflexion théorique ou un effort de compilation, mais bel et bien la mise en place d'un réseau qui travaillera sur ce projet, se chargera de sa diffusion, et se donnera les moyens de le mettre en application, aussi bien dans qu'en dehors de l'Education Nationale.

Ce travail, nous voulons le proposer à tous ceux qui ont la volonté de ne plus se contenter de théories et qui savent que, pour transformer, il ne suffit pas d'attendre.

CERISE
Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Innovation
Sociale et Educative
77 rue des Haies 75020 Paris

Suite à ce projet, une première réunion a eu lieu le 4 avril, en présence de membres de l'ANEN (Ecoles Nouvelles), de la revue Possible, du GEDREM-Paris, de l'Association «Sije savais ce que tu sais», du regroupement Arc-en-Ciel, du COJRA et des animateurs socio-éducatifs, des instituteurs, des professeurs, plus quelques personnes intéressées aux problèmes de l'Education.

Quatre commissions de réflexion (et de rédaction) ont été mises en place. Leur liste n'est, bien évidemment, pas exhaustive: 1 - formation psy des éducateurs; 2 - formation professionnelle; 3 - échec scolaire; 4 - petite enfance.

Avec, de plus, la constitution d'un réseau d'information regroupant tous ceux qui tentent d'innover, dans et hors Education Nationale.

Pour en savoir plus, écrire ou téléphoner au CERISE (40 09 06 71)

ZERO DE CONDUITE

N° 27/28

Mensuel du CERISE

Avril/Mai 1987

NOS FUTURS, NOUS-MÊMES



15 f

Participation institutionnelle et indifférence

Entre l'ordre de nos idées anti-étatiques et anti-religieuses et celui des contraintes institutionnelles, entre l'innocence de nos intentions, notre désir d'une société sans Etat et sans pouvoir et le pouvoir de l'Etat de nous compromettre dans ses institutions, il y a un mur que nous franchissons - en acceptant le compromis - pour continuer d'être, pour dire haut notre projet de société. C'est le prix qu'il faut payer pour exister. Si on n'existe pas grâce au pouvoir, nous n'existons pas non plus sans lui.

Certains nient toute participation au système. L'occultation de cette participation se fait à travers une phraséologie révolutionnaire sous la forme de la Révolution panacée, accompagnée au nom de certaines tentatives d'expériences alternatives. Même dans le cas d'un choix volontaire de marginalisation, est-ce que cette non-participation est possible. Je suis tenté de dire non vu les limites de ces expériences et le vide phraséologique d'un certain anarchisme individualiste.

L'action politique ou syndicale organisée - dans un cadre strictement libertaire - est un deuxième cas de figure du dépassement de la contradiction : participation institutionnelle et dénonciation des institutions étatiques ou para-étatiques. Cette action fonctionne surtout comme catharsis. L'effet psychologique incontestablement positif - sortir de l'isolement, s'exprimer en tant qu'identité collective, se sentir efficace, ainsi que la consolidation d'un mouvement, d'une expression anti-autoritaire qui va dans le sens de l'histoire, si j'ose dire, n'empêchent pas ce même mouvement de rester un épiphénomène qui n'influence pas efficacement le cours de l'Histoire et ne lui donne pas une autre orientation dans la mesure où il n'inquiète pas le système. Par ailleurs, on peut inconsciemment penser que c'est parce qu'on peut se permettre de se compromettre. L'organisation, même anarchiste protège aussi.

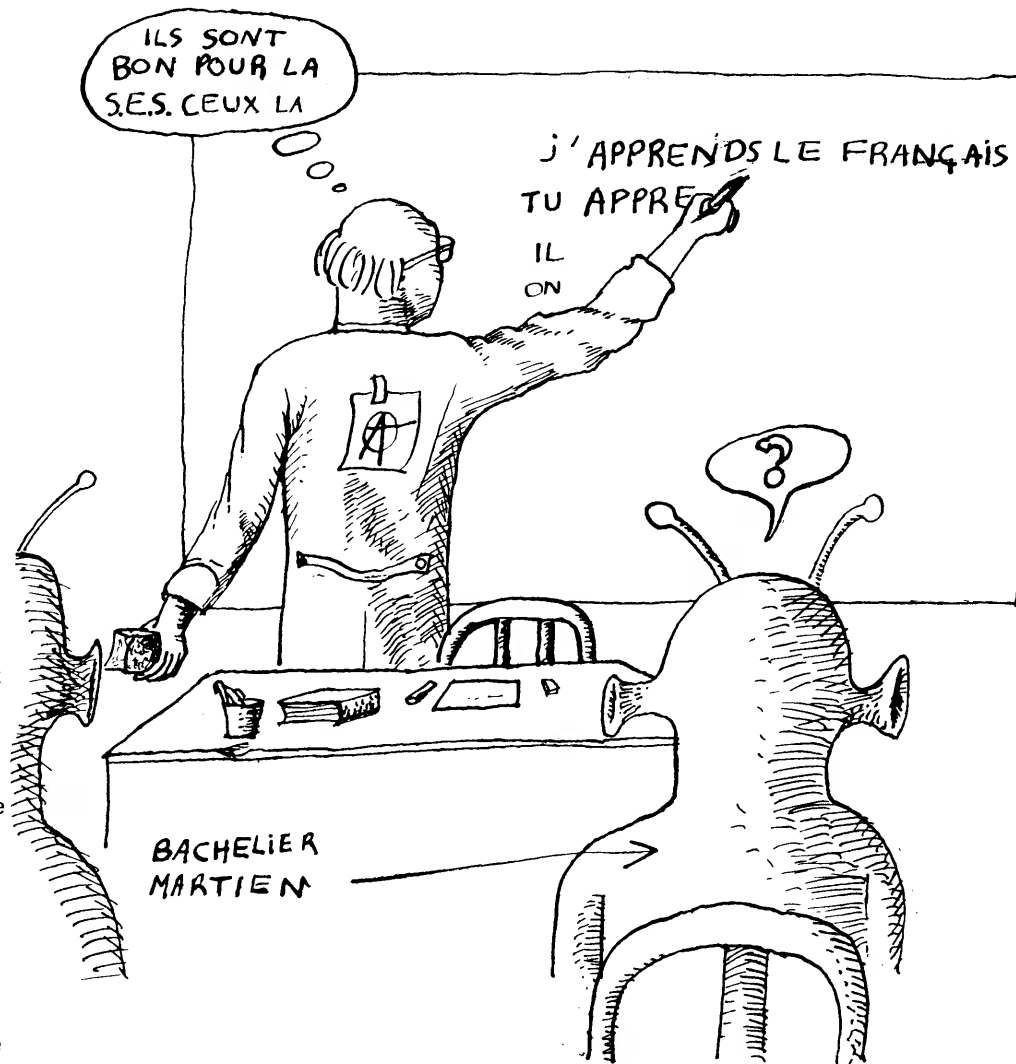
Les limites de tels engagements, l'impasse dans laquelle on se trouve, nos désirs face à une réalité de plus en plus contraignante, s'annonçant de jour en jour sous l'apparence de la

liberté, conduisent certains d'entre nous à opter pour des actions plus diffuses, mais aussi très paradoxales

C'est l'attitude qui consiste à vouloir changer le quotidien, à titre individuel ou collectif dans le cadre du travail, du quartier, de l'école, de la famille. La participation institutionnelle, dans ce cas n'est plus problématique puisqu'elle se justifie par la volonté d'apporter des modifications de l'intérieur de système. Ronger celui-ci de

l'intérieur, n'est-ce pas aussi le rendre crédible, le ranger pour qu'il devienne acceptable, lui apporter des améliorations nécessaires à sa perpétuation! Mais comment réagir? Entre la loyauté vis-à-vis de nos idéaux, de nos principes et l'urgence des situations, que faut-il faire?

Afin d'apporter des éclaircissements à ce propos et montrer les difficultés





de choix entre l'indifférence complice et l'action institutionnelle récupérée, je citerai l'exemple de l'échec scolaire des enfants d'immigrés.

Ces enfants en tant qu'élèves issus des classes populaires subissent l'exclusion inhérente à leur origine sociale. L'école reproduit les clivages sociaux en transformant en mérite ce que les autres doivent à leur appartenance de classes. On ne va pas reprendre ici l'analyse de l'institution scolaire dont une des fonctions est la reproduction sociale dans une société divisée en classes ; ajoutons seulement que dans une société où certaines cultures sont minorisées - par les vagues d'immigration dans ce cas - d'autres clivages s'ajoutent aux clivages sociaux et la société est traversée par d'autres contradictions : l'école reproduit aussi une domination culturelle, une perception de l'Autre. Il n'est pas étonnant, alors que les enfants d'immigrés qui appartiennent aux cultures minoritaires connaissent le retard scolaire le plus important. Les enquêtes sociologiques (voir H. Bastide, Marangé etc) confirment qu'ils sont sur-représentés dans l'enseignement spécial, S.E.S. (Section d'Enseignement Spécial accueillant des enfants définis comme débiles légers) et dans des filières courtes peu qualifiantes, C.P.A., C.P.N. Par contre, leur nombre diminue dans les cycles longs du 2ème degré : 12 P.C. d'enfants d'immigrés contre 22 P.C. d'enfants français d'origine. Les quelques données infirment l'idée de l'homogénéité des opprimés. Il ne s'agit pas de chercher quel est le plus opprimé du système, mais de trouver des solutions d'urgence qui endiguent le massacre. Des réponses passe-partout du genre : l'école buissonnière, l'abolition de l'école obligatoire, on est tous dans la même galère etc. ne sont pas prises au sérieux car elles émanent souvent de ceux qui échouent le moins et elles ne réduisent pas l'écart entre les oppresseurs et les opprimés et à l'intérieur des opprimés d'autre part.

Ayant été socialisés dans un système de valeurs autres et appris un code linguistique différent, l'enfant d'immigré se trouve déculturé avec les apprentissages scolaires qui transmettent un savoir de classe - l'école parle le langage des couches intellectuelles et des classes moyennes - ce qu'il partage avec l'enfant d'ouvrier français et qui sont donnés dans une autre langue.

Depuis les années 70, l'institution scolaire a compris qu'il faut différencier les apprentissages pour réduire l'échec. Cette différenciation implique la prise en compte des particularités. Il faut d'abord diagnostiquer les difficultés linguistiques. Ainsi, il y a eu création des Classes d'Initiation (CLIN) et des Classes d'Adaptation (CLAD) pour les non-francophones. A partir

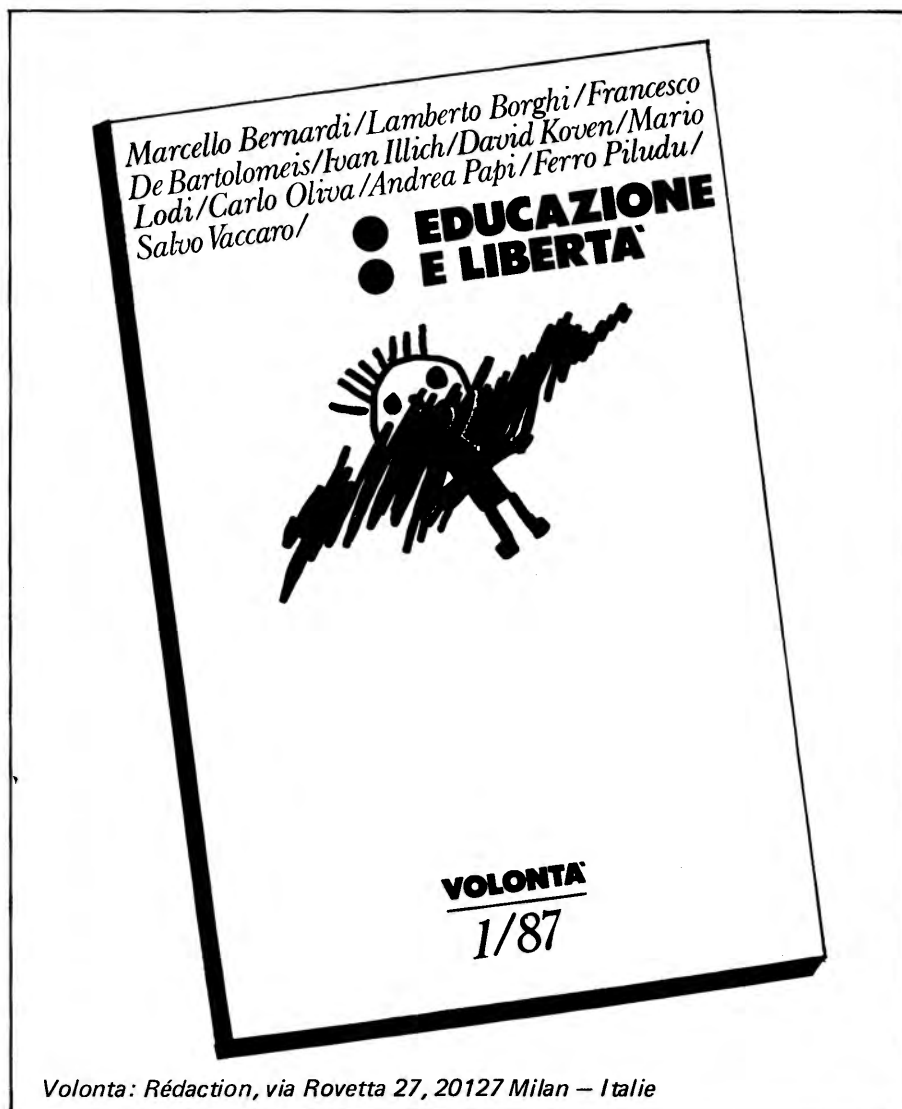
de 1973, il y a eu aussi l'introduction des langues et des cultures d'origine (LCO) aux enfants d'immigrés. Si les CLIN et CLAD permettaient par un programme compensatoire en français l'insertion de ces enfants, les LCO ont un objectif thérapeutique et socio-culturel : prendre en compte la socialisation familiale, partir de la langue d'origine pour accéder à une 2ème langue. Mais le cadre dans lequel se font les apprentissages LCO - les accords bilatéraux entre pays d'origine et la France - ainsi que l'objectif politique : incitation au retour des immigrés et de leurs familles, ont compromis ces apprentissages. En 1981, des ZEP,

Zones d'Education Prioritaires ont été créées afin de réduire l'échec. Des possibilités d'ouverture de l'école sur le quartier et les parents ont favorisé l'apparition d'une nouvelle dynamique, une pédagogie basée sur la centralité et les caractéristiques de l'apprenant. Le long de cette période, « l'intellectuel » ou le « multi-culturel » était en vogue. Schématiquement, il signifie ce relativisme culturel, cette tendance à un échange égalitaire entre les différentes cultures en présence. Il ne s'agit plus de mettre au vestiaire les

réflexes culturels acquis dans la famille pour accéder à une connaissance scolaire. Il y a valorisation ou du moins prise en compte de l'identité première de l'enfant, de ses différentes appartenances - y compris l'adhésion de ses parents à une religion, à des croyances - nous, libertaires, récusons. Au risque de choquer certains, c'est la meilleure façon d'en faire des athées ou du moins des laïcs.

L'application de ces expériences est critiquable, mais ce qui nous intéresse ici, c'est ce paradoxe : des mesures prises par l'Etat sous l'impulsion - entre autre - des intervenants libertaires dans le champ scolaire, ont permis peut-être de changer un peu les choses. Jusqu'à quel point ? Dans quel sens ? On ne saurait répondre. Contentons-nous de dire qu'une différence au nom des principes sacro-saints de l'anti-étatisme et de l'anti-cléricisme qui rejoint le libéralisme individuel dans sa fonction de renforcement de l'inégalité de fait au nom de l'égalité formelle, ne crée pas l'interférence.

Abdoul-le-Bougnoul



ESPAGNE

LE CAPITALISME ENTRE LA DEMOCRATIE ET LE FASCISME

L'Espagne conserve encore pour l'Europe le mérite d'offrir cette leçon de chose essentielles à qui prétend combattre le fascisme ; fascisme et démocratie sont les travestissements d'un même système d'exploitation, le capitalisme, qui en use selon le rythme du développement de la lutte des classes.

La nature socialiste des membres du gouvernement espagnol ne semble pas de nature à modifier substantiellement le rôle de l'Etat, arme essentielle de la répression des travailleurs. N'y a-t-il plus abjecte profanation des droits de l'homme que la violation des domiciles privés pour poursuivre des grévistes éventuellement réfugiés là, ou encore des provocations policières pour criminaliser les militants syndicaux. C'est à ce sport particulier que ce sont livrés les polices spéciales d'Andalousie venues mater la révolte des chômeurs qui gagna les ouvriers encore actifs sur les chantiers navals et qui sût conquérir la solidarité de toute une ville.

A Puerto Real, l'affaire débute en 1983 par un accord signé d'une part entre l'Etat, le patronat et d'autre part l'UGT et les Commissions Ouvrières sur la restructuration du secteur de la construction navale. Bien indemnisés, les chômeurs seront soit reclassés dans le cadre de la zone d'industrialisation d'urgence dans les régions sinistrées, soit réintégrés. Mais dès l'origine, l'accord laissait sur le bord de la route les apprentis tout autant que les salariés des entreprises de sous-traitance touchées par ces réductions d'activité. La CNT-AIT d'Espagne qui avait refusé toute participation à ces négociations fut bientôt rejointe par les Commissions Ouvrières.

En novembre 1986, le patronat et le gouvernement

dénoncent les accords de 83 qui, d'ailleurs, n'ont pas été respectés : 14 000 travailleurs des chantiers sont dans l'attente d'une régularisation de leur situation. Pour le gouvernement socialiste, il s'agit d'harmoniser la législation sur le chômage avec celle en vigueur dans l'ensemble de la CEE, le chômage est réduit à 18 mois à des taux dégressif et sous couvert d'accepter la mobilité professionnelle sur l'ensemble du territoire sans garantie de classification.

Lors d'une assemblée générale convoquée par le comité d'entreprise d'AESA où son présents les Commissions Ouvrières, l'UGT, le CAT, les propositions de lutte de la CNT-AIT sont adoptées à l'unanimité des travailleurs tout autant que ses analyses démontrant l'inutilité d'accord comme celui de 83 qui ne peuvent modifier la nature et l'injustice permanente du système.

Lancée dans des actions ponctuelles avec les chômeurs, l'action répressive de la police, le lock-out patronal, vont étendre et radicaliser le

conflit. La solidarité avec les travailleurs encore employés sur le chantier de Puerto Real se fera pour chasser la police du port qui était parvenue à encercler les manifestants, puis la solidarité des femmes. L'influence de la CNT-AIT en ressort renforcée.

Le 2 avril 1987, c'est plus de dix mille manifestants purchassés à travers la ville (où s'érigent des barricades) par les forces spéciales de police qui inondent les maisons de gaz lacrymogènes maisons où les femmes organisent un concert de casseroles. Il y aura de nombreux blessés dont une fillette de onze ans et huit militants CNT inculpés.

Malgré la présence massive de plusieurs garnisons des forces spéciales, deux hélicoptères de patrouille, le 9 avril, l'assemblée générale des travailleurs (qui regroupe 8 000 personnes) renouveau sa volonté de lutte et son accord avec les orientations de la CNT-AIT. Elle obtiendra la libération des emprisonnés sur lesquels le gouverneur tente de faire peser la responsabilité d'actes criminels

(incendies du central téléphonique de Cadix).

Ces événements se renouveleront à nouveau au mois de mai alors qu'entre temps, malgré l'ouverture de négociation avec entre autres la CNT-AIT, le patronat tente de briser la grève par un nouveau lock-out, la riposte ouvrière et les violences policières provoquant plus de 60 blessés.

Pour la CNT-AIT d'Espagne, il est clair qu'il ne peut s'agir de proposer des alternatives capitalistes au capitalisme, que tout l'effort doit être porté dans le renforcement des sections syndicales et la destruction des organes de collaboration de classe (CE, DP...).

Pour la CNTF, il est clair que la tendance au renforcement de l'intégration européenne qui modèle les choix économiques nationaux donne au conflit de Puerto Real une dimension nouvelle, celle de la mesure des capacités de l'AIT à affronter le capitalisme dans son nouveau cadre européen.

Y.D., militant CNT

A Lyon, un rassemblement de protestation contre la répression policière et le soutien aux grévistes de Puerto Real aura lieu le vendredi 19 juin à 13 heures devant le consulat d'Espagne. Ce rassemblement est organisé par la CNT-E, la CNT-F et la Coopération Libertaire.



POINT DE VUE

XXIIEME CONGRES CNT-F UN AVENIR POUR LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ?

La CNT? Une petite confédération de syndicats en congrès, petite mais gonflée d'espoirs.

Si à la CGT et à la CFDT, les bureaucrates ont transpiré devant l'apparition des coordinations de lutte, ce fut et cela demeure, pour la CNTF une immense bouffée d'oxygène. Outre l'apport de nouveaux syndicats, à EDF, à la SNCF, l'enseignement, ces coordinations sont surtout venus confirmer l'actualité du syndicalisme révolutionnaire et de l'action directe.

Si nous envisageons maintenant le renouveau syndical de la CNT, il apparaît comme évident à travers ce congrès que la CNTF qui passe du stade d'adhésions individuelles à celle de structures syndicales parfois dotées d'une histoire originale et de pas mal d'expérience de terrain (CNT PTT Lyon, CNT EDF Paris...) devra se transformer conséquemment, même si cela n'ôte rien à l'importance et la valeur des adhésions individuelles. C'est en effet trop évident qu'on ne réglera pas « en famille » la stratégie de syndicats de secteurs industriels d'envergure nationale qui plus est confrontés à des politiques européennes comme la privatisation des télécoms, la restructuration du secteur automobile.

De même, il serait illusoire d'abandonner à la nature le soin de former les travailleurs aux règles élémentaires de la lutte de classe, et plus encore de l'organisation syndicale. De ce point de vue, les manques de la coordination des roulants à la SNCF sont un sévère réquisitoire du basisme.

Aujourd'hui donc nous devons construire la CNTF dans un espace social largement imposé par des décennies de tradition de collaboration et de participation (CE, Délégués du personnel, cercle de qualité...), que pour l'instant

nous ne pouvons modifier profondément. Nous ne pouvons accepter cependant la marginalisation où nous conduirait une attitude maximaliste à l'égard des institutions représentatives du personnel et abandonner ainsi à d'autres l'influence sur les travailleurs.

C'est bien en ce sens que le Congrès a reconnu la nécessité

d'une tactique plus souple sous la responsabilité et le contrôle des syndicats et congrès futurs.

Enfin et surtout, la CNT devra s'ouvrir sur l'extérieur, les syndicalistes révolutionnaires ne pouvant être insensibles aux conséquences de crises que traversent certaines confédérations (CFDT, FEN, ...) aussi bien qu'aux consé-

quences suicidaires des divisions entretenues par les bureaucrates (Protection sociale,...), c'est-à-dire que l'on retrouvera plus encore que par le passé la CNTF engagée dans des pratiques collectives mettant en avant les méthodes de l'action directe qui assureront à nouveau l'unité de la classe ouvrière.

Pour conclure, ce XXIIème Congrès nous est apparu comme une ébauche de ce qui devra être, faire de la CNT l'alternative syndicale que des milliers de travailleurs attendent.

Y.D. (militant CNT)

Le 20/06, le syndicat CNT de l'Energie (EDF) sera présent dans la marche « Pour un avenir sans nucléaire » qui aura lieu à Paris.

Présence de la CNT
Lyon 1er mai 1987



RENCONTRES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES (Rhône-Alpes, Provence, Centre) Lyon, le 26 septembre

Dès 9 heures, des militants de la CFDT, de la FEN, de la CNT débattent :

- cercle de qualité, groupe d'expression, salaire au mérite, l'individualisation des relations de travail.
- crise du syndicalisme, coordinations de lutte, l'avenir du syndicalisme révolutionnaire.

Ensuite, à 15 heures, à la librairie La Gryffe, débat public coorganisé avec la librairie La Gryffe, autour du livre de Daniel Colson « Comm.unisme et Syndicalisme Révolutionnaire à Saint-Etienne, 1920-1925 » (édité par l'ACL, disponible en écrivant à ACL, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon — 120 F) et la participation du secrétaire confédéral de la CNT.

En soirée, une réunion de clôture fera le bilan des rencontres.

Pour s'informer :

CNT - Rencontres Syndicalistes, Palais du Travail, Place L. Goujon 69100 Villeurbanne.

Vers une nouvelle révolution



A Chaque évocation des journées de mai 37 à Barcelone, on cite « los Amigos de Durruti », le POUM, les provocations. Il se trouve qu'aucune étude ne retrace l'histoire des « Amigos de Durruti ». Ni les historiens, ni Peirats ou Lorenzo, ni des membres des « Amigos de Durruti » n'ont donné de description dépassant la vingtaine de lignes. En 1977, des camarades de Barcelone ont fait une édition en fac-similé des écrits des « Amigos de Durruti »; la même année, avec l'ami Miguel Pecina, nous avons écrit une brochure sur ce groupe et les trotskistes en mai 37. Elle va bientôt être éditée par Le Vent du Ch'min (1).

Georges Fontenis a publié, en 1983, « Le message révolutionnaire des Amis de Durruti » (2). La différence entre son travail (qui est le seul en français, avec une traduction anglaise (3) d'un texte de 1938) et le nôtre tient à la reproduction intégrale de nombreux documents des « Amigos de Durruti », une étude critique des versions soviétique et franquiste des événements, une chronologie précise, la description de l'activité des trotskistes, l'étude des mouvements de troupe en Aragon, la reconstitution du tract des « Amigos de Durruti » (4), de nombreux textes du périodique des « Amigos de Durruti » et de leur brochure de 1938.

Les raisons qui nous avaient incités à publier cette brochure sont toujours valables: on établit des interprétations en ignorant la majorité des faits et des documents concernant mai 37. Ainsi les marxistes « réels » (ceux qui sont au pouvoir à Moscou et ailleurs) parlent impertubablement depuis 37 de putsch trotskiste à la solde des franquistes entraînant une partie des anarcho-sindicalistes. Les documents ne confirment nullement cette affirmation. Les marxistes aspirants au pouvoir

parlent de l'union entre les travailleurs anarchistes et les ouvriers marxistes contre la bureaucratie, qui serait un précédent pour une nouvelle alliance vers un pouvoir ouvrier. Les documents ne confirment guère cette illusion. La tendance du MIL (5) — dont un membre, Puig Antich fut garroté en 1974 — voyait en 1973, Mai 37 comme la révolte de la base contre les dirigeants. Mais les documents des « Amigos de Durruti » soulignent leur fidélité à la CNT et à la FAI, vues il est vrai à leur manière, sans pour autant aller jusqu'à la rupture.

Si on laisse l'interprétation événementielle, il est certain que Mai 37 a marqué un tournant dans la révolution, et un abandon des initiatives syndicales dans toute l'Espagne républicaine (l'intervention de Lister contre les collectifs autogérés aragonais et la passivité des militants (6)). On peut poser le problème du programme des « Amigos de Durruti » — comme Fontenis —, le problème du Pouvoir et des anarchistes — comme JM Raynaud dans le dernier numéro de « La Rue » sur l'Espagne Libertaire — avant, il faut connaître la situation réelle.

Les deux extraits de notre brochure sont vraisemblablement de Jaime Balius, après une discussion collective. Le premier est de mai 37, après les combats. Le deuxième est de « la mi 38. Mais il faut souligner que, pour nous, écrire une telle brochure avec son titre «Vers une nouvelle révolution», à ce moment tragique pour le prolétariat espagnol, était une action hautement significative, équivalent à un cri d'espoir pour les combattants en Espagne » (7).

Tous deux montrent le profond élan révolutionnaire que Mai 37 représentait.

Frank Mintz

(1) Le Vent du Ch'min, 5 bis rue Roland Vachette, 93200 Saint-Denis

(2) Paris, Editions L, 59 p.

(3) « Towards a fresh revolution » Cienfuegos Press 1978, rééd. Refract publications, 1985

(4) Même Bolloten se trompe à ce sujet

(5) Movimiento Iberico de Liberacion, groupe terroriste anarcho-situ-conseilliste (!)

(6) « J'avais vu comment on nous avait dit de cesser le feu en Catalogne (...) Lorsque des troupes vinrent dans notre région défaire les collectifs et attaquer notre siège, je fus évidemment un de ceux à dire qu'il ne fallait pas résister. » Eugenio Sopena, à Barbastro, cité dans Mintz « Explosions de Liberté », p.III, co-édition Acratie-Atelier de Création Libertaire.

(7) Introduction de Jaime Balius en 1978 pour la traduction anglaise « Towards a fresh revolution ».

**VERS UNE NOUVELLE
REVOLUTION
(EXTRAITS)**

On a fait beaucoup de théorie sur Juillet. Les bourgeois démocrates et les marxistes assurent que l'explosion populaire de Juillet doit être considérée comme un acte de légitime défense du prolétariat assailli par son ennemi le plus fort. Une variante de cette thèse donne comme argument qu'on ne peut voir Juillet comme une manifestation typiquement révolutionnaire et de classe.

La thèse de ceux qui sont aux antipodes de notre position est fautive. Les révolutions se produisent à une date imprévue mais elles sont toujours précédées par une longue période de gestation. Avri 36 a marqué la fin d'une période et une autre s'est ouverte. Cette deuxième période, la classe ouvrière l'a précisément dirigée et continue à occuper les avant postes de la révolution. Si le prolétariat ne s'était pas lancé dans la rue en Juillet, il l'aurait fait plus tard, mais il n'aurait pas manqué à son noble devoir de le libérer du joug bourgeois.

La petite bourgeoisie affirme que pendant les journées de Juillet tous les secteurs de la vie publique étaient unis. Mais nous devons lui rappeler que si la CNT et la FAI n'étaient pas allés faire face aux dangers, la farce (1) d'octobre 34 à Barcelone se serait répétée.

En Catalogne, les travailleurs organisés dans la CNT prédominent. Nier cette réalité c'est ignorer ou vouloir ignorer l'histoire de la CNT en Catalogne.

La révolution de Juillet fut une révolution impulsée par les travailleurs et donc une révolution de classe. La petite bourgeoisie servit d'appendice et rien de plus, aussi bien dans la rue qu'en théorie.

Mais il existe des raisons plus ou moins importantes. Le souvenir des mouvements de type politique que le capitalisme déclencha au XVIIème, XVIIIème, XIXème siècles

**LA REVOLUTION NE SE FAIT
PAS DANS LA SERVITUDE,
MAIS DANS LA LIBERTE.**

J. P. ...

s'est estompé. De plus les illusions démocratiques petites-bourgeoises issues des tentatives précédentes — avril 1873 (2) — se sont évanouies. Février 1936 en Espagne ne permettait que la révolution de type social qui a surgi radieuse en juillet.

L'expérience d'avril 1931 est définitive. Elle suffisait pour éviter que nous fassions de nouvelles erreurs: Nous ne faisons pas exclusivement allusion à la répression dont nous avons été l'objet. Nous nous bornons à l'orientation stupide qu'ont prônée les marxistes.

Comment comprendre que durant la révolution de Juillet on ait pu répéter les erreurs que nous avons critiquées des centaines de fois? Comment se fait-il qu'en Juillet on n'ait pas proposé de révolution de classe? Comment se fait-il que les organisations ouvrières n'aient pas assumé la responsabilité totale du pays?

L'immense majorité de la population ouvrière était au côté de la CNT. L'organisation majoritaire en Catalogne était la CNT. Que s'est-il passé pour que la CNT n'ait pas fait sa révolution, qui était celle du peuple, celle de la majorité du prolétariat?

Il arriva ce qui devait fatalement arriver. La CNT était démunie de théorie révolu-

tionnaire. Nous n'avions pas de programme concret. Nous ne savions pas où nous allions. Il y avait beaucoup de lyrisme mais en fin de compte nous n'avons pas su quoi faire des masses énormes de travailleurs. Nous n'avons pas su donner de la vigueur à ces vagues populaires qui entraient dans nos organisations. Et c'est parce que nous ne savions pas ce qu'il fallait faire que nous avons livré la révolution sur un plateau à la bourgeoisie et aux marxistes qui ont repris leur farce passée et, ce qui est bien pire, on a laissé le champ libre à la bourgeoisie pour qu'elle se reprenne et agisse en gagnante.

La CNT n'a pas su se mettre en valeur. Elle n'a pas voulu pousser la révolution jusqu'au bout de ses conséquences. On a eu peur des escadres étrangères sous le prétexte que les vaisseaux de l'escadre anglaise allaient bombarder le port de Barcelone.

A-t-on déjà fait une révolution sans avoir à affronter d'innombrables difficultés? Existe-t-il une révolution dans le monde développé qui ait pu éviter l'intervention étrangère?

En partant de la crainte et en se laissant influencer par la pusillanimité, on n'arrive jamais à un sommet. Seuls les audacieux, les décidés, les

hommes de cœur, peuvent s'aventurer à de grandes conquêtes. Les peureux n'ont pas le droit de diriger les foules et de sortir de chez eux.

Quand une organisation a passé toute sa vie à proposer la révolution, elle a l'obligation de la faire quand une occasion se présente. Et c'était le cas en Juillet. La CNT devait prendre la direction de tout le pays, en donnant un coup de pied solennel à tout ce qui est suranné, vétuste, et c'est ainsi que nous aurions gagné la guerre et sauvé la révolution.

Mais on fit le contraire. On collabora avec la bourgeoisie dans les sphères de l'Etat au moment même où l'Etat croulait de toute part. On a renforcé Companys et sa suite. On injecta un ballon d'oxygène à une bourgeoisie anémique et rendue timorée.

L'une des raisons qui a causé le plus directement l'étranglement de la révolution et la mise à l'écart de la CNT est le fait d'avoir agi comme un secteur minoritaire, alors que dans la rue nous disposions de la majorité.

Dans cette position minoritaire, la CNT n'a pas pu faire valoir ses projets, et était constamment sabotée et prise





dans les filets de la politique politicienne. Dans la Généralité, dans les municipalités, la CNT avait moins de voix que les autres secteurs, alors que le nombre des adhérents de nos organisations était de beaucoup supérieur. Et de plus, nous avions gagné dans la rue. Pourquoi l'avoir abandonnée aussi bêtement ?

D'autre part, nous affirmons que les révolutions sont totalitaires (3), quoi qu'on dise le contraire. Ce qui se passe, c'est que les différents aspects de la révolution prennent place progressivement, mais avec la garantie que c'est la classe qui représente le nouveau ordre des choses qui possède la plus grande responsabilité. Et quand on fait les choses à moitié, il se produit ce que nous sommes en train de commenter, le désastre de Juillet.

En juillet, un comité de milices antifascistes a été formé. Ce n'était pas un organisme de classe. Dans son sein, on trouvait des représentants des fractions bourgeoises et contre-révolutionnaires. Il semblait que le comité en question s'était formé comme un défi à la Généralité. Mais ce ne fut qu'une bouffonnerie. Des patrouilles de contrôle furent établies. C'étaient des hommes des barricades, de la rue. Les usines, les entreprises furent occupées, ainsi que les ateliers, et le poids des latifundia fut balayé. Des comités de ravitaillement furent créés.

Seize mois se sont écoulés. Qu'en reste-t-il ? De l'esprit de Juillet : un souvenir. Des organismes de juillet : le passé.

Mais toute la structure politique petite-bourgeoise est encore là. Sur la place de la République de la capitale catalane on voit la persistance de la jungle des secteurs dont le seul but est de vivre au détriment de la classe ouvrière.

LE TROIS MAI

C'est en Catalogne que la contre-révolution s'est efforcée le plus d'écraser l'essence révolutionnaire de Juillet.

La Catalogne industrielle, vu sa configuration économique

permettait de concentrer de grandes masses de travailleurs éduqués dans une ambiance de classe, d'usine et d'atelier. Cette nature des centres industriels est très favorable pour la réussite des revendications révolutionnaires.

La population ouvrière de Catalogne a engendré en Juillet une nouvelle dynamique sociale. Un prolétariat indompté a ressurgi, doté de l'expérience de longues années de lutte dans le cadre de la Confédération. La révolution sociale en Catalogne aurait pu être un fait. De plus, ce prolétariat révolutionnaire aurait pu servir de contrepoids à la Madrid bureaucratique et réformiste et à l'influence catholique du Pays Basque.

Mais les événements ont pris un autre tour. La révolution n'a pas eu lieu en Catalogne. La petite bourgeoisie qui, durant les journées de Juillet, s'était cachée dans les arrières boutiques, lorsqu'elle se rendit compte que le prolétariat était encore victime de leaders sophistes, s'empressa d'attaquer.

Le fait est d'autant plus choquant que puisque de petite bourgeoisie il s'agit, nous devons dire que les marxistes ont récupéré tous les boutiquiers et des 120 000 électeurs de la Lliga (4).

Le socialisme en Catalogne a eu un rôle funeste. Il a rempli ses rangs d'adversaires de la révolution. Il a pris la tête de la contre-révolution. Il a engendré une UGT édulcorée par le GEPCI (5). Les leaders marxistes ont entonné les louanges de la contre-révolution. Ils ont forgé des slogans sur ce front unique, en éliminant d'abord le POUM et plus tard ils ont essayé de recommencer leur exploit avec la CNT.

Les manœuvres de la petite bourgeoisie, alliée aux socialistes communistes, ont eu comme point culminant les événements de mai.

Différentes versions ont couru à propos de mai. Mais la vérité est que la contre-révolution voulait que la classe ouvrière descende dans la rue dans la confusion, afin de l'écraser. Elle a en partie réussi son plan à cause de la bêtise des dirigeants qui donnèrent l'ordre de cesser le feu et qualifièrent « los Amigos de Durruti » d'agents provocateurs alors que la rue était à

nous et que l'ennemi était éliminé.

La contre-révolution était évidemment intéressée à ce que l'ordre public dépende du gouvernement de Valence. Elle y réussit grâce à Largo Caballero et il faut remarquer qu'alors la CNT disposait de quatre ministres dans le gouvernement.

On a également avancé que la petite bourgeoisie avait tramé un plan d'intervention étrangère sous le prétexte de troubles. On a assuré que les escadres étrangères se dirigeaient sur Barcelone. Et on a même parlé de divisions motorisées de l'armée française qui étaient prêtes à intervenir aux postes frontières. On peut ajouter à cela le travail conspirateurs de certains politiciens qui se trouvaient dans la capitale française.

L'atmosphère était tendue. Les cartes de la CNT étaient déchirées (*par les forces de l'ordre*). Les militants de la CNT et de la FAI étaient désarmés. Il se produisait continuellement des chocs qui ne débouchaient pas sur de graves conséquences que par pur hasard. Les provocations que nous, les travailleurs, nous avons eues à supporter furent multiples. Les fanfaronnades de la petite bourgeoisie n'étaient même pas déguisées. La mort d'un militant socialiste — Roldan — fut utilisé pour faire une manifestation monstre à laquelle participa toute la racaille contre-révolutionnaire.

Tout ce qui était anormal était attribué à la CNT. Les anarchistes étaient accusés de tous les méfaits. Le manque de denrées alimentaires venait — disait-on — des comités de ravitaillement.

Le 3 mai l'explosion eut lieu. Le commissaire de l'Ordre Public, Rodriguez Salas — avec l'autorisation d'Aiguader — fit irruption à la tête d'une section de gardes d'assaut dans le central téléphonique et essaya de désarmer les camarades de la CNT, bien qu'il y ait eu un contrôle de la part des centrales syndicales.

L'exploit du provocateur Rodriguez Sals — du PSUC — fut le branle-bas de combat. En quelques heures des barricades furent dressées dans toutes les rues de la ville de Barcelone. Les fusils com-

mencèrent à cracher, on entendit le crépitement des mitrailleuses, le claquement des canons et des bombes résonna dans l'espace.

Le combat pencha en quelques heures en faveur du prolétariat dans les rangs de la CNT qui, comme en Juillet, défendait ses prérogatives les armes à la main. Nous avons gagné dans la rue. Elle nous appartenait. Aucun autre pouvoir ne pouvait nous la disputer. Les quartiers ouvriers étaient tombés immédiatement en notre pouvoir. Peu à peu le périmètre de nos adversaires se limita à une partie de l'agglomération — le centre de la ville —, que l'on aurait vite enlevé si les comités de la CNT n'avaient pas fait défection.

Notre groupe se rendant compte de l'indécision qui avait régné au cours des combats et du manque de direction aussi bien dans la rue que dans l'organisation, d'un tract et, plus tard, un manifeste.

On nous accusa d'être des agents provocateurs parce que nous exigeons que les provocateurs soient fusillés, que les corps armés soient dissous, que les partis politiques qui avaient ourdi la provocation soient supprimés, sans oublier qu'une Junte Révolutionnaire soit formée, l'économie socialisée et tout le pouvoir économique transmis aux syndicats.

Notre opinion exposée alors dans la mêlée, par ce tract et ce manifeste, était de ne pas abandonner les barricades sans condition, parce que pour la première fois dans l'histoire, une armée victorieuse allait céder le terrain à son adversaire.

Des garanties de non poursuites judiciaires s'étaient nécessaires, mais les chefs de la CNT assuraient que les représentants de l'organisation à la Généralité allaient veiller au sort de la classe ouvrière. Cependant, il arriva la deuxième phase de ce qui s'était passé quelques heures avant à Valence.

Les barricades furent abandonnées sans qu'on s'occupe de notre avis. A mesure que l'horizon catalan devint calme, on a pris connaissance des exactions commises par les marxistes et par la force publique. Nous avons raison. Le camarade Berneri fut sorti

de chez lui et tué à coup de feu en pleine rue; trente camarades furent retrouvés horriblement mutilés à Sardanola; le camarade Martinez, des Jeunesses Libertaires, perdit la vie mystérieusement dans les griffes de la Tchéka, et un nombre croissant de camarades de la CNT et de la FAI ont été lâchement assassinés.

Il faut nous rappeler que le professeur Berneri était un camarade italien cultivé de cette Italie anti-fasciste qui nourrit les listes de déportés, les cimetières et les camps de concentration. De même que ses camarades anti-fascistes, il ne pouvait demeurer dans l'Italie de Mussolini.

Une immense vague de répression suivit ces assassinats. Arrestations de camarades à cause des journées de Juillet et de Mai; attaques de locaux, syndicaux, de collectivités, du siège des «Amigos de Durruti», des Jeunesses Libertaires, du POUM.

Un événement est à souligner: la disparition d'Andres Nin. Plus de six mois sont passés et le gouvernement n'a encore pas expliqué le prétendu mystère qui entoure l'assassinat de Nin. Saura-t-on un jour qui a tué Nin?

NOTRE PROGRAMME

Les révolutions ne peuvent triompher si elles manquent de lignes directrices et d'objectifs immédiats. Nous l'avons constaté pendant la révolution de Juillet. La CNT, tout en ayant la force n'a pas su concrétiser l'épopée spontanée qui avait eu lieu dans la rue. Les dirigeants eux-mêmes ont été surpris par des événements qui devaient être pour eux quelque chose d'imprévu.

On n'a pas su quel chemin prendre. La théorie a manqué. Nous avons passé plusieurs années à tourner autour d'idées abstraites. Que faire? s'étaient demandé les dirigeants d'alors. Et ils ont négligé la révolution.

Dans ces moments suprêmes, il ne faut pas hésiter. Mais il faut savoir où on va. Et ce vide nous pouvons le remplir, car nous comprenons qu'on

ne peut répéter ce qui est arrivé en Juillet et en Mai.

Dans notre programme, nous introduisons une légère variante dans l'anarchisme: la constitution d'une junte révolutionnaire.

La révolution, à notre avis, a besoin d'organismes qui veillent sur elle et qui puissent réprimer, dans un sens conforme à l'Organisation, les secteurs adverses qui, dans les circonstances actuelles, nous ont démontré qu'ils ne se résignent pas à disparaître sauf si on les écrase.

Il se peut que des camarades anarchistes aient des scrupules idéologiques, mais la leçon subie est telle que nous ne pouvons biaiser. Si nous voulons que dans une prochaine révolution il n'arrive pas exactement la même chose que maintenant, il faut agir avec un maximum d'énergie contre ceux qui ne s'identifient pas à la classe ouvrière.

Après ce bref préambule, nous allons exposer nos points programmatiques.

1 - Constitution d'une junte révolutionnaire ou Conseil National de Défense.

Cet organisme sera ainsi constitué: les membres de la Junte Révolutionnaire seront élus démocratiquement dans les organes syndicaux. On tiendra compte du nombre de camarades se trouvant sur le front, qui devront avoir des représentants. La Junte ne s'imiscera pas dans les affaires économiques qui sont exclusivement du ressort des syndicats.

Les fonctions de la Junte Révolutionnaire sont les suivantes:

- a) diriger la guerre;
- b) veiller sur l'ordre révolutionnaire;
- c) affaires internationales;
- d) propagande révolutionnaire.

Les charges seront renouvelables périodiquement pour éviter que personne ne s'y attache. Et les assemblées syndicales exerceront le contrôle des activités de la Junte.

2 - Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Les syndicats ont démontré depuis Juillet leur grand pouvoir constructif. Si on ne les avait pas relégués à un rôle de second ordre, ils auraient eu un grand rendement. Ce seront



les organisations syndicales qui structureront l'économie prolétarienne.

En tenant compte des modalités des syndicats d'industrie et des fédérations d'industrie, on pourra en outre créer un Conseil d'Economie dans le but de mieux coordonner les activités.

3 - Municipalité Libre.

Dans l'Espagne qui a précédé les dynasties étrangères on défendait ardemment les prérogatives municipales. Cette décentralisation permet d'éviter la réapparition de la structure étatique. Et cette ébauche de libertés qui avait succombé à Villaral(6) va ressurgir dans la nouvelle Espagne que le prolétariat entraîne. Et ce qu'on considère les problèmes supposés des Catalans, des Basques... trouveront une solution.

Les municipalités seront chargées des fonctions sociales qui échappent à l'orbite des syndicats. Et comme nous allons structurer une société composée nettement de producteurs, ce seront les orga-

nismes syndicaux eux-mêmes qui formeront les centres municipaux. Et comme il n'y aura pas d'intérêts opposés, il ne pourra exister d'antagonisme.

Les municipalités formeront des fédérations locales, régionales et péninsulaire. Les syndicats et les municipalités auront des rapports locaux, régionaux et nationaux.

(1) Companys et les catalanistes — parfois pro-mussoliniens — avaient cédé en quelques heures face à l'armée lors d'un putsch pour l'indépendance.

(2) Proclamation de la première république espagnole.

(3) Dans le sens de l'époque: globale, entière, sur toute la société.

(4) Lliga: parti de droite catalaniste.

(5) GEPCI: Gremios y Entidades de Pequeños Comerciantes e Industriales, Corporation et Groupes de Petits Commerçants et Industriels.

(6) 1521, défaite des partisans d'un régime plus démocratique face à l'absolutisme de Charles Quint.

A l'occident de l'orient le maroc

A tous ceux qui au cours de cette ballade m'ont tendu une main fraternelle, et qui ne liront peut-être pas ces lignes, car ils sont d'un pays où les pauvres ne restent pas bien longtemps à l'école.

Pour Louis, né au Québec, aujourd'hui écolier à Font-Romeu, et qui m'a demandé quelques lignes pour son journal personnel lorsque je lui ai dit que je partais vers le Maroc.

Patrice Horovitz

Bitte schön, geben sie fünf Dirham für die Photographie». L'accent germanique est parfait, mais le ciel de Hambourg et le mur de Berlin sont loins. Je me trouve Place Jemaa El Fna à Marrakech, et c'est un petit gavroche marocain, pas plus haut que trois pommes, qui exige ainsi son dû aux touristes teutons.

C'était dans un autobus type boîte à sardine que j'avais traversé le pays jusqu'ici. Dans les villes et villages traversés, la mélodie aigre issue des hauts-parleurs des mosquées me rappelait que j'étais en terre d'Islam.

Flash à entamer la découverte de cet extrême occident du monde de l'Orient: le Maroc. Récit que tu m'avais demandé, manière pour toi de créer, de rêver, ou peut-être de bâtir ce demain qui n'en fini pas de venir.

« Si ti veux, ti viens »

Donc le rythme lent du moteur me berce langoureusement dans des émanations d'essence tandis que le bus cahote quelque part entre Tanger et Rabat. Mosquées, femmes voilées, hommes en djellaba, ânes surchargés, telles sont les premières images qui défilent devant mes yeux étonnés, et ceux blasés de mon voisin. Quelques années-lumière d'éducatons différentes nous séparent et nous attirent l'un vers l'autre. Alors nous commençons à parler ; Brahim est mécano à Salé, à côté de Rabat, il termine quelques jours de congé ; bientôt il me dit : « Si ti veux, ti viens chez moi, ti peux manger, dormir et demain ti repars ». La spontanéité de son invitation, la gentil-

lesse authentique de sa famille qui m'accueille quasiment comme l'un des siens, me touche profondément, moi qui vient du pays de l'indifférence. Et ce type d'invitation se renouvellera ailleurs. Ce sont, je crois, de tels moments vécus qui donnent foi en l'amitié et le partage.

Pour l'instant c'est l'heure du repas, toute la famille se réunit à même le sol autour d'un couscous servi dans un grand plat communautaire. On se sert directement de la main droite qui farfouille dans le plat (on n'utilise surtout pas la main gauche qui sert à la toilette des orifices naturels).

Ainsi le simple partage du repas me projette dans une culture radicalement autre. Ici ce n'est pas de *mon* assiette mais du plat commun que je tire ma nourriture ; la propriété individuelle ne s'affirme pas là, valeur première.

Les contacts physiques peuvent surprendre celui qui vient d'ailleurs : les tabous maintiennent comme un fossé infranchissable entre garçons et filles non mariés, surtout en public ; par contre on a l'habitude de se toucher, de se tripoter entre personnes d'un même sexe, fréquemment on voit des hommes marcher main dans la main, tendrement.

Donc peu de distance dans la relation humaine, voire impossibilité à la solitude, l'autre vient vers moi, peut-être m'envahie. Au café ou au restaurant, très naturellement un inconnu s'assied à ma table devenue aussi la sienne, utilise mes allumettes et entame la conversation tout en agrippant mon bras pour ponctuer son propos. Ce peut être simple croisement ou amitié qui se noue.

Histoire de serpent

Émerveillement devant l'étrange devenu étranger, mythe et réalité de l'ailleurs, me voici Place Jemaa El Fna, où a commencé ce récit. Chanteurs, conteurs, montreurs de serpents, sorciers aux herbes mystérieuses, vendeurs d'eau, prostitués de sexes divers, senteurs d'épices, fumée de haschich, foule orientale chaleureuse à laquelle se mêlent des troupeaux charterisés en 5e semaine de congés payés, globe-trotters et hippies reconvertis en constituent le paysage abracadabrants.

Viens t'y perdre, t'y fondre, parcours le souk avec toute la sensualité que tu portes en toi, garde cependant un œil vigilant car tu seras sans doute proie des guides et des escrocs de tout accabit. Mais peut-être as tu à apprendre aussi.

Curieux, je cède à mon attirance pour l'inconnu, d'autres fois je suis badaud. Maintenant me voilà fasciné par le charmeur... de serpents qui donne un spectacle sans surprise de la relation homme-reptile. Le malheureux serpent amputé de sa glande à venin, en est réduit à jouer le rôle de tuyau inoffensif entre les mains de son maître. Pour en savoir plus sur la vie en commun avec un serpent, lis plutôt « Gros Calin » d'Emile Ajar. Mais trêve de littérature, car voilà un vieillard hideux qui après avoir embrassé son reptile me le met en cache-nez autour du cou. Il espère m'estorquer une pièce en échange de mon effroi ; surtout ne pas m'affoler, ne pas afficher ma panique, donner une image d'insouciance. Or devant mon recul, aussitôt récupéré son serpent, le vieillard me fixant dans les

yeux s'empare d'un gros clou rouillé, déplaisant, très long, et l'introduit de tout son long dans l'une de ses narines en ricanant.

Neiges d'Afrique

Assez de la ville étouffoir, de ses foules ambiguës, de sa crasse suintante, je décide d'aller vers le djebel Toubkal, 4165 mètres, point culminant de l'Atlas. Surprenant que ce passage en quelques heures de la fournaise Marrakchi aux neiges de printemps d'Atlas. La route se termine à Imlil, 1650 mètres, quelques centaines d'habitants, dont une nouée de guides diplômés, officiels, privatisés ou clandestins qui s'abattent sur le randonneur, expression du chômage et de la pauvreté plutôt que de la prétendue nécessité, car l'itinéraire est facile à trouver. Comme je débarque en fin d'après-midi, Mohamed Boussalem, 16 ans, me propose dans un très bon français de m'héberger chez lui pour une somme modique. Habitation rudimentaire, sans électricité ni eau courante, je reçois un accueil d'une chaleur étonnante. Ici la vie est dure, Mohamed va devoir quitter l'école malgré son désir d'améliorer son français et d'apprendre l'anglais. Son père qui vit des quelques cultures du village n'a pratiquement pas d'argent. Alors en guise d'avenir Mohamed cherche à dénicher des touristes en manque de guide ; et il bousille ses yeux et ses pieds sur les neiges du Toubkal faute de lunettes de soleil et de chaussures de marche.

A 3200 mètre d'altitude et 5 heures de marche d'Imlil se niche le refuge Louis Nelter du Club Alpin Français ! C'est là que je trouverai à louer crampons et piolet qui facilitent l'ascension vers le sommet : Monde minéral, silencieux, étendues montagneuses désertiques et rougeoyantes, paysage à vivre. Salut le Toubkal !

Le roi, tu l'aimes... en public

Retour dans la vallée à Asni. La réserve des prénoms n'est pas vraiment bien approvisionnée, aussi est ce un autre Mohamed d'une dizaine d'années, Mohamed Ben Bareh, petit vendeur à la sauvette qui m'invite dans son douar misérable. Son père est mort dans la guerre du Sahara occidental contre le Polisario, il a dû arrêter l'école et essaye de vendre aux touristes, pour quelques dirhams, des minéraux de collection qu'il trimbale dans un sac. Arrivé chez lui, je distingue dans l'ombre une forme posée sur le sol. Mohamed me présente son frère Hassan, 18 ans, qui à cause de la polyo a perdu l'usage de ses deux jambes. Hassan qui a un beau visage doux et la parole vive, se traîne par terre pour se déplacer. Voilà c'est aussi cela le Maroc, un régime pourri qui laisse ses enfants pauvres aux jambes inertes sans même un fauteuil roulant... Ignoble. La classe dirigeante, elle, mène vie de nabab, pro-

tégée par tout un système policier et un réseau d'indicateurs.

L'état policier on le retrouve dans la peur de s'exprimer en public. A la terrasse d'un café bondé, Abdul, mon voisin de table que j'interroge, se répend en phrases respectueuses et admiratives vis à vis de sa Majesté Hassan II ; il se fige littéralement lorsque je déclare ne pas partager son enthousiasme royal. Et voilà que nous nous retrouvons le lendemain dans le même café, mais presque seuls ; mon nouvel ami prend ma main dans la sienne et me fait, à voix basse, une confidence : « tu sais, pour le roi je pense comme toi, mais ici le roi tu l'aimes... en public ».

J'aimerai garder l'image de ce café Marrakchi, sous un soleil torride. Sa terrasse ombragée offre un abri bienve-

nu à tout un monde de consommateurs amicaux, d'indicateurs minables, de touristes et de poètes.

Vois tu ce décalage cosmique sur la place, devant le café, entre cette foule, ses mendiants, et ces cahortes d'Occidentaux inévitablement riches, très riches devant cette pauvreté qui s'affiche ?

Il faut vivre ou simplement survivre, alors c'est l'arnaque que camoufle parfois une invitation un peu trop insistante, un marche louche. Mais la main fraternelle se rencontre elle aussi. Sache la voir, et ne pas la repousser.

Marrakech - Montpellier
Avril 1987

ABONNEZ

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

Abonnement 5 numéros (1 an) : 90 Francs

Abonnement 10 numéros (2 ans) : 170 Francs

Abonnement de soutien (2 ans) : 300 Francs

Abonnement militant (5 exemplaires pendant 1 an) : 350 Francs

Souscription :

(Ajouter 10 francs pour abonnement étranger 1 an : 20 francs 2 ans)

Libeller les chèques à l'ordre de IRL CCP 4 150 95 N LYON

IRL - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

permanences téléphoniques le jeudi après 20 h 30 au 78 29 28 26.

VOUS !

COMMUNIQUES

LIVRES PAR CORRESPONDANCE

Pour les malchanceux qui n'auraient pas eu entre les mains IRL 71 avec un catalogue de la librairie La Gryffe encarté à l'intérieur, nous vous rappelons que ce catalogue est toujours disponible. Un supplément est d'ailleurs déjà sorti.

En effet, La Gryffe, célèbre librairie libertaire lyonnaise, a rajouté à son éventail de « prestations », la vente par correspondance. Ceci afin de permettre à tout un chacun de trouver rapi-

dement les ouvrages qui nous intéressent tous. Le catalogue est, pour l'instant, limité aux sujets suivants: anarchisme, mouvement ouvrier, syndicalisme, mouvement anarchiste étranger... Mais il est possible de commander TOUT type de livres.

De plus, la librairie La Gryffe est prête à discuter de tout achat groupé (pour collectivités, Ce, tables de presse militantes, etc...).

Pour obtenir le catalogue, librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon (tél. 78 61 02 25) et joindre 7 francs en timbres.



CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ANARCHISME

Le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme de Marseille constitue l'un des plus grands fonds documentaires autonomes sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, le mouvement ouvrier.

Il a des correspondants dans le monde entier. Il conserve des documents, livres et périodiques, en de très nombreuses langues.

Fondé en 1965, le CIRA Marseille s'est efforcé depuis cette date de recueillir la mémoire du mouvement libertaire, toutes tendances confondues. Pour ce faire, il a entrepris un vaste travail de collectage et de classement de la presse anarchiste, syndicaliste révolutionnaire, pacifiste, ainsi que des archives de militants (notamment de May Picqueray).

En dehors de ce travail d'archives le CIRA édite un bulletin annuel (le dernier en date était consacré au triple anniversaire de 1886 1936-1956) et organise tous les mois dans son local des conférences-débats. Nous avons ainsi organisé depuis octobre 1987, les conférences suivantes:

- le cinquantenaire de la révolution espagnole: Emile Témime (historien, université de Provence)

- les Ecrivains et le Front Populaire: Anne Roche (Université de Provence)

- L'Ecole Emancipée et l'histoire du syndicalisme enseignant: Alain Bertone (syndicaliste FEN)

- les restructurations patronales dans les ports de la Méditerranée: Bernard Genet (syndicaliste CFDT Port Autonome de Marseille)

- Anarcho-syndicalisme et Communisme à Saint-Etienne

1920-1925: Daniel Colson (sociologue, université de Saint-Etienne)

- Aux origines de la Révolution Chinoise, les anarchistes: Jean-Jacques Gandini.

- La situation actuelle au Nicaragua: Daniel Van Eeuven (politologue, Aix-en-Provence)

- Oïkos, une communauté libertaire de haute-provence.

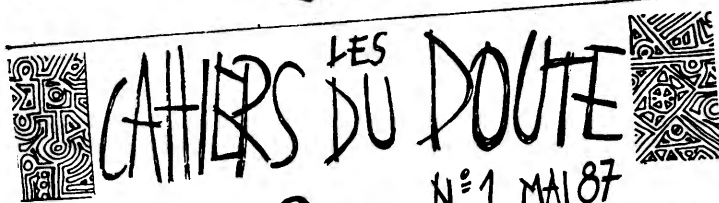
Nous préparons pour le mois d'octobre, une rencontre-journée d'études entre universitaires et chercheurs en sciences sociales et militants syndicaux et associatifs sur le thème: «la résistible ascension de l'extrême-droite à Marseille, un constat, des ripostes». Au programme également de l'automne 1987 une conférence sur Francisco Ferrer et bien d'autres choses encore...

Malheureusement, des problèmes financiers et de local menacent l'existence même du CIRA. Afin de préserver et d'enrichir les activités de notre centre, mémoire vivante du mouvement social radical, pour que le lien qui rattache le mouvement d'aujourd'hui à l'œuvre d'hier ne soit pas rompu, nous vous appelons à nous soutenir par votre adhésion.

Vous recevrez en échange le prochain numéro de notre bulletin et serez tenu au courant de nos conférences.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 150 F, de soutien à partir de 250 F.

Libellez vos chèques à l'ordre de Jean-Claude Sempere, CCP 463571 W Marseille, CIRA BP 40 13382 Marseille Cédex 13.



VOUS AVEZ DIT DÉMOCRATIE DIRECTE?
mouvements et grèves, hiver 86-87



LES CAHIERS DU DOUTE

Une nouvelle parution du côté libertaire: «Les Cahiers du Doute» n. 1 mai 1987, 84 pages format 20x15. Encore? Direz-vous. Les revues libertaires existantes ne suffisent donc pas (IRL, Noir et Rouge, Chroniques Libertaires, les Cœllets Rouges...)? Peut-être; même si on peut effectivement penser que la qualité des publications libertaires ne gagne pas forcément avec leur nombre. En l'occurrence pourtant, cette revue nouvelle vient occuper une place sans doute importante, en tout cas relativement peu occupée jusque là. Sous la forme d'une grosse brochure à parution irrégulière, les cahiers du doute apportent à la réflexion libertaire et plus généralement à tous ceux qui n'acceptent pas l'ambiance écono-

mique, politique et idéologique actuelle, des analyses et une réflexion rigoureuses et bien documentées (cf le sommaire plus loin). Sans doute leur cadre théorique doit-il beaucoup à un marxisme anti-autoritaire assez classique. Ce dernier continue, sur le terrain économique principalement, de constituer un apport essentiel pour l'ensemble du mouvement anti-autoritaire.

Les «Cahiers du Doute» sont publiés par les Amis du Doute. Pour se le procurer, écrire à Thron BP 117 75961 Paris cédex 20. Sommaire du premier numéro: les grèves lycéennes, les grèves des cheminots, la démocratie directe, le syndicalisme...

MOUVEMENT DES JEUNES REFRACTAIRES

Le Mouvement des Jeunes Réfractaires a été créé début mai à Lyon. Il a pour but de rassembler tous ceux qui refusent la militarisation de la société (service national obligatoire, renforcement de l'état policier...). Il soutient tous les réfractaires, insoumis, déserteurs de tous poils et de toutes nationalités. Le numéro 1 du «Réfractaire» est déjà paru, les autres numéros ne demandant qu'à suivre. Pour cela, ils recueillent toutes informations relatives à la lutte antimilitariste.

Ils se réunissent tous les samedis après-midi à partir de 14h30 au 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

Contacts: Mouvement des Jeunes Réfractaires, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

14 années de dictature basta!

Le Chili, pour nous en France, c'est d'abord un pays s soumis à la terreur depuis maintenant 14 ans. C'est d'abord, en effet, ceci, des exemples suffisamment nombreux le montrent, presque chaque jour. Face à ce « talon de fer » d'une des dictatures les plus féroces du monde, on imagine que les seules possibilités de survie sont la fuite à l'étranger, la lutte violente des protestas ou la lutte armée. Ce sont d'ailleurs les seules traces de vie que montrent les médias, avec les tractations des partis politiques et les intrigues des Américains pour préparer un après-Pinochet, de plus en plus probable, et pour cela de mieux en mieux contrôlé par les USA.

Et les Anarchistes, dans tout ça? Le plus surprenant est que ceux qui ont pu échapper à la mort ou à l'exil vivent et luttent, et qu'ils ne sont pas seuls dans ces luttes.

Le 27 mars, Oscar Ortiz est venu nous parler, à la librairie La Gryffe, de la situation au Chili et des positions et analyses du mouvement libertaire chilien. Les notes qui suivent sont tirées de ce débat ainsi que d'un dossier qui aurait, d'ailleurs, exigé une exploitation plus complète.

Un message d'espoir fondamental, pour nous: face à la répression féroce de la dictature, la vie ne disparaît jamais complètement...

AVANT LE COUP D'ETAT

Le mouvement libertaire chilien a une origine déjà ancienne. A la fin du XIXème siècle et au début du XXème, des travailleurs italiens, des émigrés espagnols, en contact avec les IWW, impulsèrent les premiers syndicats notamment celui des tailleurs de pierre.

En 1953, le Congrès d'Unification Syndicale constitue le Mouvement Uni National des Travailleurs. Au sein de la direction nationale, de 25 membres, on compte 3 anarchistes. Sur la lancée se constitue la Centrale Unique des Travailleurs.

En 1955, une grève générale paralyse totalement le Chili. Mais l'influence politique s'accroît sur la CUT, jusqu'à ce que, en 1958, les partis signent une plateforme d'alliance.

Après la victoire de Castro à Cuba, il se constitue le Mouvement des Forces Révolutionnaires, formé de troskistes, anarchistes et maoïstes. Les anarchistes, pour leur part, sont représentés par le Mouvement Libertaire du 7 juin, en souvenir des grèves de 1955. Ce mouvement devient le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) dont les anarchistes se retirent en décembre 1967 à la suite de divergences avec les marxistes léninistes qui préconisent l'étatisation de l'économie.

Sous le gouvernement Allende, alors que des groupes se forment également dans les universités, des débats agitent le mouvement anarchiste et opposent les anarchistes spécifiques à une tendance plus pragmatique. Une aile de cette tendance forme le Parti Socialiste

Libertaire qui se présente aux élections.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE APRES 1973

Après le coup d'état, de nombreux camarades libertaires quittent le pays, d'autres sont arrêtés, d'autres enfin continuent à lutter au sein de structures semi-légales: le comité Pro Pace, dissous en 1985, le Comité des Droits de l'Homme et syndicaux.

En 1978, les libertaires se regroupent au sein du groupe d'études Ernesto Miranda (qui fut un des fondateurs de la CUT en 1953). En décembre de la même année, alors que plane la menace d'un conflit frontalier avec l'Argentine, destiné à masquer les difficultés économiques, des jeunes libertaires créent la Ligue pour la Paix au Chili.

En août 1980, les anarcho-syndicalistes, avec d'autres tendances radicales, créent la Tendance Autonome de Base qui veut impulser une dynamique de masse contre le plébiscite pour la nouvelle constitution, et tenter de développer un syndicalisme différent, révolutionnaire. Les anarchistes participent aussi au Comité de soutien au peuple polonais.

En 1982, à la suite de la répression, la Tendance Autonome de Base est dissoute.

En mai 1983, les anarchistes participent au Commandement National des Travailleurs mais s'en retirent avec une déclaration publique, lorsqu'ils se rendent compte qu'il devient une courroie de transmission des partis politiques. A partir d'août 1983, Pinochet nomme un nouveau ministre de l'intérieur qui se déclare pour le dialogue, ce qui entraîne la création de l'Alliance Démocratique (PC, PS, autres partis de gauche) et la

démobilisation populaire, par rapport aux protestas.

En 1984, nouvelle tentative de création d'un mouvement syndical unitaire, nouvelles manœuvres marxistes-léninistes et nouveau retrait anarchiste.

En mai 1985, avec la coopération de copains en exil, se crée la Coordination Libertaire, dont l'intitulé légal est **Cercle d'Etudes Homme et Société**. Elle est constituée de copains venant de ma Ligue pour la Paix, du cercle Ernesto Miranda, d'étudiants et d'individus isolés. Le mouvement coopérativiste rejoint la coordination en janvier 1986.

La Ligue pour la Paix a impulsé une campagne contre l'utilisation de l'île de Pâques comme base militaire qui a culminé avec une manifestation de 5 000 personnes.

Les anarchistes participent aussi à la manifestation unitaire contre Pinochet. Les copains libertaires de l'Université catholique décident d'une participation symbolique aux élections du conseil de l'université. Ils obtiennent 430 voix et 1 élu. Ils impulsent des actions d'occupation pour critiquer le système économique et se démarquer des manœuvres de l'opposition.

Depuis l'attentat de novembre contre Pinochet, l'agitation est bloquée.

Mais la revue d'opposition la plus ancienne et la plus importante a publié, en janvier, une histoire de l'Anarchisme au Chili et publie chaque mois les travaux des copains libertaires.

L'APRES-PINOCHET

En 1989, il y aura des élections. Les partis de gauche ont appelé à s'inscrire. Mais les élections ne changeront rien. Un nombre important





de députés seront nommés par les militaires et, en tout état de cause, ceux-ci garderont le privilège d'approuver les lois et, d'une manière plus générale, de contrôler la société.

Les partis politiques sont divisés à ce propos. La plupart des partis d'opposition pensent que les problèmes sont basés surtout sur la personne de Pinochet et certains cherchent à négocier avec lui (une aile de la Démocratie Chrétienne).

Mais le problème est plus vaste : c'est l'armée dans son ensemble qui contrôle la société civile et veut garder ce contrôle.

De toutes façons, le Chili est en crise, et plusieurs éléments caractérisent cette crise :

1- L'Etat se trouve dans l'incapacité d'apporter des solutions aux problèmes économiques et sociaux.

2- L'opposition, par son sectarisme et ses divisions (65 organisations politiques au d'un projet commun et une alternative à la société militaire.

3- Le marxisme-léninisme est en crise dans toute l'Amérique latine.



Cette photo est extraite du bulletin **Chili-Flash**. Elle a été prise lors de la fête organisée par ce périodique à l'occasion de son cinquième anniversaire. Oscar Ortiz, secrétaire du Mouvement Libertaire Chilien, se trouve près du micro.

Chili-Flash – mensuel – BP 2030 69616 Villeurbanne cédex. Abonnement CCP 5197.69 P Lyon – annuel 100 F. 6 mois 50 F.

Chili-Flash sur minitel 36 15 code d'accès AMERIC.

4- A la base, sans connaissance des théories libertaires, se créent des comités et des organisations au fonctionnement spontanément autogestionnaire.

La préoccupation pour la situation des prisonniers politiques est une des tâches prioritaires que s'est fixé le mouvement libertaire.

Evidemment, pour le gouvernement chilien, il n'y a pas de prisonnier politique, mais seulement des « délinquants subversifs ». C'est à travers les signalements des

familles qu'on a pu faire un bilan qui s'élève à 454 (dont 15 condamnés à mort).

A ce chiffre, il faut ajouter celui des disparus, enlevés par les officines gouvernementales et dont on est sans nouvelle, qui sont 667. Enfin, plus de cinquante personnes ont été assassinées par des groupes

LA LUTTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

Le Pape demande à Pinochet d'œuvrer d'avantage pour la détente....



armés para-militaires.

Trente de ces prisonniers ont déjà purgé leur peine, mais ils ne peuvent être libérés qu'à condition d'obtenir des visas pour l'étranger. La Belgique en a délivré 39, la France 21. Mais il s'agit d'accords de principe qui ne se concrétisent pas. Une des actions, en France, pourrait être de faire pression à ce niveau.

Les aveux des emprisonnés et des condamnés ont été obtenus au moyen de la torture pratiquée par la Centrale Nationale d'Intelligence Chilienne.

Dès 1973, l'Eglise a joué un rôle important dans la défense des prisonniers politiques. A partir de 74-75, d'autres organisations se sont créées et mobilisées dans cette perspective, notamment la Commission des Droits de l'Homme et syndicaux, la Commission des Droits de l'Homme et d'autres organisations. Malheureusement, à l'intérieur de ces organisations, le sectarisme empêche de créer une dynamique unitaire, chacun défend en priorité ses militants.

LA LUTTE ARMÉE

Jusqu'en 1985, c'est le MIR qui a mené des actions sur ce plan. Actuellement, le Front Patriotique Manuel Rodriguez centralise toutes les actions de ce type, telles que faire sauter les pylones d'électricité...

L'immense majorité des libertaires ne soutient pas ce type d'action. On sait cependant que, dans un bidonville, un groupe collabore, avec des marxistes, à des actions armées. Mais c'est le seul cas connu.

En général, les anarchistes estiment que ces actions ne sont pas l'expression de tout le peuple, mais de groupes aventuriers. Par ailleurs, et surtout, elles détruisent le travail populaire fait à la base. Lorsqu'un groupe de guerilleros enlève un camion de produits alimentaires pour les distribuer dans un bidonville, c'est une action positive au départ mais, après, la police et l'armée encerclent ces bidonvilles et utilisent ce prétexte pour contrôler et si possible détruire, les organisations populaires et les comités qui y existent.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ACTUEL ET SES PERSPECTIVES

Le Cercle d'Etudes Homme et Société est donc l'intitulé légal de la Coordination L. Libertaire Chilienne. Un prochain congrès doit en déterminer les structures définitives.

En attendant, les tendances qui la composent sont représentées dans un conseil dont les membres et le secrétaire général sont renouvelés tous les six mois pour éviter les problèmes de personnalisation et de centralisation qui peuvent exister dans toutes les organisations. La coordination publie un bulletin et a le souci, cette année, d'éditer quelque chose de plus consistant. En attendant, les copains utilisent le plus possible l'espace dont ils peuvent disposer dans les revues existantes.

Outre le courant anarcho-syndicaliste, la Coordination regroupe les RIA (Rebelles Indépendants Anarchistes), surtout présents à l'Université catholique du Chili, qui ont un projet de revue et de TV (voir encadré) et les Ergo-

crates, partisans d'un syndicalisme scientifique et rationnel basé sur l'administration des biens. Ils sont surtout influents dans les coopératives. Celles-ci sont extrêmement nombreuses puisqu'il en subsiste 1153 (en juillet 86), pour 5865 en 1973. Ce travail à la campagne est très difficile dans la conjoncture actuelle, la plus importante coopérative a du se dissoudre il y a quelques mois, en raison de problèmes financiers. Pour l'instant, ces coopératives ne sont cependant pas ouvertement réprimées. En juillet août 86, les libertaires ont proposé d'y développer un fonctionnement interne autogestionnaire. Ils sont surtout influents au sein de la Coopérative de l'Habitat.

Les anarcho-syndicalistes, quant à eux, sont essentiellement influents dans la Fédération des Cuirs et Chaussures.

Enfin, à travers de multiples difficultés, la Ligue pour la Paix maintient un petit espace anti-militariste et écologiste.

Tous ces courants tentent de présenter une alternative globale à une crise de société.

Mais, dans la situation actuelle, les anarchistes

Qu'est-ce que c'est? Le mouvement pour une « Révolution Indépendante Anarchiste » ou les « Révoltés Indépendants Anti... »? Les membres de ce collectif laissent planer le doute; ils affirment, dans un document diffusé pour se faire connaître que « l'essentiel n'est pas la signification du sigle, mais l'état d'esprit d'un mouvement, de ce qui le fait agir, de qui il fait agir et comment ».

Le groupe existe depuis octobre 1986. A l'origine, des étudiants de l'Université Catholique de Santiago dont la majorité participait activement à la Fédération Etudiante. Une de leurs motivations: libérer le plus possible de terrain occupé par les militaires, d'abord dans l'université, leur lien le plus proche. Ils font aussi une analyse du travail des partis politiques, désastreux dans la perspective d'un changement urgent des conditions de vie du peuple chilien.

A l'Université, malgré l'espace démocratique conquis par les luttes de la Fédération Etudiante, les choses ne vont pas très bien, pire, elles se dégradent. Les dirigeants de la Fédération ont occupé cet espace, mais ne le font pas partager aux étudiants, et leur discours n'intéresse plus personne. Sur 11000 étudiants, il y a 120 militants de la Démocratie Chrétienne et 150 de toutes les tendances de gauche réunies. Les copains de RIA s'interrogent sur les causes de ce déclin (les AG ne regroupent plus aujourd'hui que quelques centaines d'étudiants, contre deux mille il y a quelque temps), alors que la dictature, par sa répression de plus en plus dure, envoie certains en prison et oblige d'autres à l'exil. Ils voient deux origines à cette crise: d'abord, les dirigeants de la Fédération manquent d'imagination, ensuite, la majorité des étudiants accepte passivement de voter une fois par an, sans se soucier des abus de pouvoir des élus, ni de la construction d'une université libre dans un pays libre.

Le R.I.A essaie de travailler dans deux directions afin d'être la « conscience démocratique irréductible » face aux dirigeants, à travers une critique permanente et positive qui doit se matérialiser par la création d'une revue, et des émissions TV qui pourraient être diffusées par la TV de l'Université Catholique. Par ailleurs, ils veulent être une conscience stimulante pour l'ensemble des étudiants, en les motivant par la création de groupes de travail autour de projets spécifiques.

Voilà pour le programme futur. Pour le passé, il faut dire que leur première représentation publique date de novembre 86, lors des élections pour le Conseil de la Fédération Etudiante. A cette occasion, ils rédigent un manifeste qui est le seul à communiquer un message: ils présentent la seule liste non subventionnée et leur propagande fut un spectacle artistique, historique et politique, réalisé avec beaucoup d'humour. Ils obtiennent 453 suffrages sur 9000 et un délégué au conseil.

Leur première action, comme promis lors de la campagne électorale fut de convoquer leurs électeurs à une réunion ouverte pour discuter du travail à réaliser en 1987. Il y fut décidé un certain nombre d'activités: la revue et les émissions TV, une semaine de rencontres sur le développement alternatif, une campagne écologique, des activités récréatives jugées nécessaires dans un milieu politique et moral purulent, diverses autres manifestations poétiques et artistiques...

Conformément à leurs engagements, moins de la moitié de leurs électeurs étant présents à cette réunion, ils abandonnèrent le poste de délégué, afin que le fonctionnement démocratique ne soit pas formel.

Leur travail va cependant se poursuivre et ils espèrent élargir le nombre des étudiants qui veulent participer réellement à l'élaboration d'une démocratie directe.

chiliens sont amenés à avoir une position pragmatique en collaborant avec des organisations politiques et chrétiennes, surtout en ce qui concerne les prisonniers politiques et les disparus. Ce même, malgré les manipulations dont elle a été victime de la part des politiciens, ils restent fidèles à la Centrale Unique des Travailleurs, dissoute par Pinochet, en 1973; ils estiment que c'est aux travailleurs de décider.

Les anarchistes ont cependant le désir d'avoir leur propre organisation mais, actuellement, c'est la démarche unitaire contre Pinochet qui prime. Ils ne sont cependant pas dupes et savent qu'en 1989, même si les élections amènent une évolution démocratique, la société

sera toujours sous le contrôle du système militaire. Une rupture sera nécessaire, à ce moment, sans doute violente.

Sur le plan international, des contacts sont pris avec des copains d'Argentine, du Brésil et du Venezuela. Une recherche commune est entreprise visant à apporter une alternative au problème de la dette externe. Enfin, les copains libertaires chiliens sont très réservés face au mouvement sandiniste et à son évolution récente. Le précédent cubain les inquiète.

Il reste de nombreux problèmes liés au poids de la culture et de la religion. Mais, dans la conjoncture actuelle, ceux-ci ne peuvent être qu'évoqués.

Alain

BURKINA FASO / GHANA 87



Photo G. BELLORGET

Le film primé au Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) est tout un symbole.

SARRAOUNIA, du Mauritanien Med Hondo, est à la fois le titre du film et le nom d'une princesse qui incarne la résistance pendant la conquête coloniale française.

Les Musulmans, résignés, pactisent avec les militaires blancs et voient trahir les engagements pris par ces derniers.

La princesse Sarraounia représente l'Afrique profonde non islamisée. Elle se heurte au pouvoir des vieux, au patriarcat, à ceux qui perpétuent la tradition, hostiles à toute réforme, à tout changement et à fortiori à toute révolte.

C'est bien le problème de l'Afrique d'aujourd'hui qui est posé. Depuis plus de 20 ans l'Afrique souffre d'un abcès qui la gangrène. Sa dignité ne sera retrouvée qu'avec la fin du néo-colonialisme et celle de l'apartheid et la nécessaire indépendance de la Namibie et de l'Azanie (Afrique du Sud).

Le gouvernement Burkinabé ayant appris que la compagnie Shell est fortement implantée en Afrique du Sud a décidé que cette compagnie anglo-hollandaise ne pourrait étendre ses activités au Burkina. Mais il y a toujours le problème de se mettre à dos les grands de ce monde pour un petit pays. C'est pourquoi Shell n'a pas été simplement expulsé du pays.

Quant à la société Rothmans elle fait une publicité tabagique et tapageuse dans toute l'Afrique occidentale et a utilisé également le rallye Paris-Dakar comme support publicitaire. Pourtant cette compagnie est dénoncée par

les organisations anti-apartheid comme représentant des intérêts sud-africains. Mais il s'agit maintenant d'un problème d'information. Qui connaît la part de capital de tel ou tel pays dans une multi-nationale.

Au cours d'une conférence de presse donnée par Sankara à la fin du FESPACO, un journaliste lui rappelait son acte symbolique lorsqu'il avait offert dix fusils à l'A.N.C. et lui demandait: «Que faire aujourd'hui contre l'apartheid?»

Le président Burkinabé pensait que son acte symbolique entraînerait d'autres pays à aider l'A.N.C. dans sa

lutte armée. Il dit alors sa désillusion et le recul de l'Afrique par rapport à l'époque où le leader Ghanéen N'Krumah prônait le Pan-Africanisme: «J'ai l'impression que si N'Krumah revenait à la vie, nous aurions honte de nos micro-nationalismes».

LA FIN DES CHEFS DE VILLAGE

Les vieux —qu'ils soient chefs de famille ou chefs de village— sont très vénérés en Afrique. Aussi, dès qu'on aborde un sujet qui dérange, qui remet en cause une longue tradition, comme le contrôle des naissances ou pire, les mutilations sexuelles dont sont victimes les petites filles, on soulève un problème sensible et conflictuel.

Un couple de jeunes cadres —lui technicien du développement rural, elle agent sanitaire— raconte son hostilité à l'excision. Ils ont une petite fille de trois ans qui n'est pas excisée mais se demandent s'ils pourront résister aux pressions des deux familles qui ne vont pas manquer de faire de la surenchère pour faire respecter la tradition. Et si un jour ils veulent aller ensemble en ville, mieux vaut ne pas confier l'enfant à sa grand-mère...

Les jeunes militaires qui ont pris le pouvoir en 1983 avec le capitaine Sankara ont bien compris l'importance du problème puisqu'ils ont institué un pouvoir parallèle à celui du chef de village qui monopolisait quasiment l'autorité jusqu'alors. Maintenant ce sont les C.D.R. (Comités de Défense de la Révolution) qui agissent comme courroie de transmission du pouvoir révolutionnaire.

Le problème est que les C.D.R. n'ont pas le temps d'être formés et qu'ils ne sont pas à même d'impulser des changements de mentalité. Si les jeunes capitaines ont des idées généreuses ou égalitaires (par rapport aux femmes, par exemple) ils ne sont guère relayés à la base, surtout en milieu rural.

LES FEMMES

La femme africaine est maintenue dans une position d'infériorité par une longue tradition. Dans les villages ou dans les cours, en ville, on la

voit inlassablement piler le mil ou d'autres céréales avec le dernier-né dans le dos. Elle travaille aux champs, va chercher le bois pour cuisiner et va chercher l'eau au puits —quelquefois à plusieurs kilomètres de la case.

Il est fréquent de voir les femmes et les petites filles occupées aux travaux domestiques alors que les hommes s'adonnent à la longue préparation du thé qui se sert en trois fois, jouent aux dames ou tout simplement font la sieste.

Les mutilations sexuelles lui restreignent son plaisir et la cantonnent dans sa fonction reproductrice qu'elle doit assumer parfois très tôt. Dans certaines régions du Ghana, après le premier accouchement, une vieille femme écrase les seins de la jeune mère entre des pierres de façon à les déformer et à les rendre semblables à ceux d'une femme âgée. La vieille femmes qui officie dans ces cérémonies occultes et dramatiques est investie dans ce rôle par un pouvoir patriarcal qui remonte à la nuit des temps, ce qui permet de dire aux gens naïfs ou de mauvaise foi que l'oppression des femmes est faite par les femmes elles-mêmes.

LES RELIGIONS

Les Arabes et les Européens ont fait de la surenchère en offrant à l'Afrique deux cadeaux empoisonnés, deux impérialismes culturels et religieux qui l'ont modelée profondément: l'Islam et le Christianisme.

L'Islam, par sa rigueur, se retransmet dans son intégralité. Le Coran se lit en arabe. Le Christianisme laisse plus de place à l'Afrique profonde. Les textes et les chants sont souvent en langue locale. La musique est souvent traditionnelle et la danse est parfois proche de la transe. Il n'empêche que les nombreuses églises et sectes sont souvent un facteur de conservatisme. Au Ghana, la plupart sont d'origine anglaise ou américaine. Mais l'organisme «All nations gospel publishers» donne comme adresse une boîte postale à Pretoria en Afrique du Sud!

Dans un village proche de Takoradi au Ghana, les pasteurs de l'Assemblée de

Dieu (Pentecôtistes) organisent une soirée d'animation religieuse sur la place du village. Ils arrivent avec de gros moyens qui tranchent avec la pauvreté des villageois: néons, micros, amplis, haut-parleurs, estrade, fauteuils, percussions. Les pasteurs sont en costume-cravate. Se succèdent des chants, des prières, de la musique, des danses. Les chants sont en fanti (langue locale) ou en anglais. Le contraste est saisissant entre l'austérité de certaines prières répétitives qui procèdent du lavage de cerveau et le défoulement des rythmes africains qui libèrent les corps.

Hors du contexte religieux les vedettes du moment sont Alpha Blondy et Fela.

INCOHERENCES ET NEO-COLONIALISME

En parcourant les rayons des premiers supermarchés au Ghana et au Burkina Faso, on découvre vite les aberrations typiques d'une situation néo-coloniale. Au Ghana, par exemple, on trouve des pots de pâte d'arachide en provenance des Etats-Unis alors que tout le nord du pays est producteur d'arachide. Au Burkina, on trouve du rhum des Antilles alors qu'on en fabrique dans la région du Banfora. Mais les racines du néo-colonialisme se trouvent dans l'exploitation des matières premières (la forêt du Ghana) et les cultures industrielles (café, cacao, coton...) qui ont transformé des petits paysans en ouvriers agricoles. Les cours étant fixés à Londres ou à New York, cette politique fait le bonheur des capitalistes et la misère des Africains. Echapper à la dépendance c'est renoncer aux cultures industrielles et refaire des cultures vivrières.

Les Cités de l'An II de Ouagadougou sont aussi un exemple de l'effet désastreux du modèle occidental appliqué au Tiers-Monde. Il s'agit d'alignement de bâtiments de deux étages du genre HLM qui ont remplacé des quartiers traditionnels.

La vie communautaire africaine qui a pour cadre la cour intérieure ne peut plus y exister. Ces logements sont très chers et vont favoriser l'émergence d'une classe

bourgeoise de cadres et de bureaucrates coupés du peuple.

10 AVRIL 1987
16 HEURES

Les fonctionnaires, les étu diants, les masses enfin sont conviées à des défilés de soutien aux décisions de la Deuxième Conférence des C.D.R. Un bon moyen d'être sûr d'avoir du monde dans la rue, c'est d'organiser ce genre de cérémonie pendant les heures de bureau et d'envoyer tout le monde dans la rue en prenant bien sûr comme précaution élémentaire de faire fermer les cafés. Un peu de musique militaire, des slogans boy-scout et des discours-fleuve à la sauce Castro rendent le tout assez indigeste. Mais le Burkinabé garde la tête sereine. Les slogans du genre «La Patrie ou la Mort, nous vaincrons», sont peu repris, prêtent à sourire et tomberont probablement en désuétude d'ici peu.

Par contre, ce qui caractérise cette singulière révolution Burkinabé c'est la valeur d'exemple de ses dirigeants. Quand le gouvernement lance une opération basée sur le bénévolat, tout le monde se retrouve dans la rue, ministres et président en tête. Sankara a ouvert sa maison aux journalistes de façon à rendre public tout ce qu'il possédait.

Dans une Afrique où la corruption bat son plein et où les Chefs d'Etat amassant souvent des fortunes colossales, l'intégrité est un atout majeur pour être populaire.

Les Burkinabé restent donc fort heureusement des gens critiques mais en même temps beaucoup se reconnaissent dans la dynamique impulsée depuis 1983.

Il reste à préciser que Burkina Faso veut dire «pays des hommes intègres» et est composé à partir des trois langues principales, le moré, le diolla et le peulh.

Et que, dans le contexte international actuel, qui voit les USA et leurs alliés si prompts à déstabiliser tout pays qui s'efforce d'échapper à leur domination, l'expérience du Burkina Faso mérite notre soutien critique.

Ghislain BELLORGET



Photo G. BELLORGET

LONGO MAI ET LE C.E.D.R.I.

Le 4e Congrès du CEDRI (Comité Européen de Défense des Réfugiés et Immigrés), s'est tenu du 4 au 10 avril à la Communauté Longo Mai de Foncalquier dans les Alpes de Haute Provence.

Longo Mai a déjà fait couler beaucoup d'encre et continu de traîner dans son sillage, ragots, malveillance quand il ne s'agit pas de calomnies de National Hebdo, (journal de LE PEN), ou du Figaro Magazine.

Il n'est donc pas inutile de présenter brièvement Longo Mai qui est née en 1972 de deux mouvements de jeunes apprentis, Hydra en Suisse et Spartakus en Autriche, pour résoudre en commun les problèmes de chômage.

Les débuts sont bien sûr difficiles pour mettre en valeur une terre ingrate sur une colline en friches. Aujourd'hui Longo Mai compte plus de 130 personnes et l'école du village a dû rouvrir ses portes. Les activités vont de l'élevage, (moutons, sangliers, chevaux, porc, volaille, apiculture), à l'agriculture diversifiée en passant par le bûcheronnage, le bâtiment et la mécanique.

Depuis 81, leur radio locale, Radio Zinzine émet 24 heures sur 24. En outre, 2 filatures fonctionnent en coopérative dans le midi. Un centre de gestion et une ferme en Suisse.

Une finca au Costa Rica qui a d'abord servi aux réfugiés du Nicaragua pendant la répression de Somoza et qui sert maintenant aux réfugiés du Salvador et aux paysans sans terres du Costa Rica.

Mais la création la plus originale de Longo Mai, est sans doute le CEDRI en 1982 avec la collaboration de plusieurs dizaines d'organisations et de personnalités de tous pays. A ce 4e congrès étaient présents des représentants de presque tous les pays d'Europe ainsi que des

paysans sans terres Andalous, regroupés dans la S.O.C. des Kurdes, des Basques, des Tamouls, des représentants de l'O.L.P., du F.N.L.K.S., de plusieurs pays africains, (Mali, Burkina, Cameroun, Burundi, Zaïre...). Le dominicain Jun Cardonel, le maire palestinien de Nazareth, le chanteur chilien Angel Para, Bernard Langlois sont venus témoigner parmi beaucoup d'autres.

Les représentants d'associations d'aide aux réfugiés ont dressé un bilan de la situation pays par pays.

U.S.A.

Aux U.S.A., les réfugiés sont surtout des latino-américains. 385 congrégations juives et catholiques sont prêtes à servir de sanctuaire pour les réfugiés.

HOLLANDE

En Hollande les étrangers ont le droit de vote dans les élections locales et la situation était assez favorable aux réfugiés, mais le gouvernement a récemment pris des mesures restrictives pour éviter l'afflux de réfugiés venant d'autres pays d'Europe.

SUEDE

En Suède, la politique est libérale en surface mais restrictive en profondeur. Ainsi, en 1986, 400 enfants de réfugiés ont été mis en prison pendant la perquisition policière aux domiciles de parents absents. Les autorités espérant que les parents, en situation irrégulière, viendraient les chercher à la prison, de telle sorte que la police pourrait les expulser. Des religieuses et des Quakers ont fourni une aide concrète aux réfugiés en situation irrégulière. Après des raids de la police dans des couvents, les réfugiés sont maintenant cachés chez des particuliers.

ITALIE

L'Italie vient de passer d'une situation d'émigration à une situation d'immigration. Une nouvelle loi régit la situation des travailleurs étrangers de façon libérale, alors que les étrangers, non travailleurs, dépendent toujours d'une loi de Mussolini.

ALLEMAGNE

Tous les aspects négatifs des autres pays d'Europe se retrouvent dans la législation allemande. La liberté de mouvement est limitée pour les réfugiés. Un réfugié doit passer 5 ans en Allemagne avant de pouvoir obtenir un travail. Il n'existe pas de sanctuaire sauf ponctuellement dans le cas d'une Philippine qui a été hébergée par une église à Hambourg.

En Allemagne, une loi dite du « mètre carré » oblige les immigrants à avoir un minimum d'espace dans leur logement. Ce qui a pour résultat que les fonctionnaires utilisent cette loi pour expulser des familles turques, qui vivent dans des taudis exigus, sous des prétextes humanitaires !

Günter Walraff s'est décommandé mais son film « tête de Turc » a été projeté.

L'EUROPE SE FERME

En conclusion, l'Europe met en place des mesures administratives et policières qui ont pour but de fermer de plus en plus les frontières aux immigrants et aux réfugiés. Les citoyens ont de moins en moins de moyens de contrôle et l'arbitraire devient la règle.

Il reste à se mobiliser et à répandre la pratique des sanctuaires

Ghislain BELLORGET

Eléments d'une analyse bakouninienne de la bureaucratie

Bakounine a consacré d'innombrables pages à l'analyse des classes sociales et des rapports de force entre les classes, dans la société qui lui était contemporaine et dans l'histoire passée. Il a, évidemment, pris position par rapport à la théorie marxiste des phases d'évolution historiques nécessaires, héritées à la fois de Saint-Simon et de Hegel.

Dans la construction théorique échaudée par Marx, l'histoire est constituée de grandes phases définies par les modes de production antique, féodal, bourgeois et socialiste. Bakounine conteste cette mécanique historique: les marxistes, dit-il d'ailleurs, ne nous reprochent pas d'une manière absolue notre programme mais de «méconnaître la loi positive des évolutions historiques». Bakounine ne nie cependant pas les faits: il y a bien eu dans l'histoire de l'Europe occidentale des phases de développement correspondant à la domination successive de classes sociales définies. Seulement il considère que la succession de ces phases n'a pas un caractère universel. Trop de déterminations — et qui ne sont pas seulement des déterminations économiques — entrent en jeu et peuvent fausser cette mécanique et l'empêcher de se développer de façon uniforme. Ainsi, bien que considérant que les déterminations économiques dans l'histoire sont essentielles, Bakounine pense qu'il y a pluralité des déterminations: les superstructures politiques et idéologiques de la société, une fois données, peuvent constituer à leur tour des déterminations matérielles.

Curieusement, sur ces deux questions: les phases de succession historiques et les déterminations en histoire, les fondateurs du socialisme «scientifique» finiront par donner (en catimini) raison à Bakounine.

1 — Evoquant la genèse de la production capitaliste, Marx écrit en 1881 à Vera Zassoulitch que «la «fatalité historique» de ce mouvement est expressément restreinte aux pays d'Europe occidentale.» (P1 II 1559). Quelques années plus tôt, en 1877, il avait émis des réserves sur son «esquisse

de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale» en étapes successives. C'est une erreur, dit-il maintenant, de transformer cette esquisse en «théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés». (P1 II 1555)

2 — Sur la question de la primauté des déterminations économiques, une lettre d'Engels à Joseph Bloch du 21-9-1890 donne là encore raison — de façon posthume — à Bakounine: «C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de

poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvons pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action».

Si on met bout à bout ces quelques éléments, on en arrive aisément à l'idée que la méthode d'analyse de Bakounine permet d'appréhender la réalité historique et sociale de façon plus complète et serrée que celle de Marx... Là n'est pourtant pas mon propos.

Outre la théorie des phases de succession historique et la question de la pluralité des déterminations, Bakounine se distingue encore de Marx en ce qu'il considère que le socialisme n'est pas une conséquence inévitable du développement des contradictions du capitalisme: c'est une possibilité, sans plus. Un autre système peut se développer, dit-il, «si nous n'y prenons garde»: le système de la bureaucratie d'Etat, de la «bureaucratie rouge». L'analyse bakouninienne du phénomène bureaucratique mérite d'être mentionnée pour son caractère étonnamment actuel. Ses développements sur le clergé médiéval comme classe dominante constituée, on le verra, une excellente introduction à sa théorie de la bureaucratie.

I — LE CLERGE COMME CLASSE DOMINANTE

Dans sa vision de l'histoire de l'Europe, Bakounine considère que le clergé a été pendant la première moitié du moyen-âge une classe dominante. Du IV^{ème} siècle, où l'Eglise devient sous Constantin officielle, au XI^{ème} siècle, où elle soumet l'empereur d'Allemagne, elle est la première force politique et sociale d'Europe.

«L'Eglise et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre». Toute la première moitié du moyen-âge est dominée par la lutte des monarques contre la suprématie papale. La doctrine dominante veut que les monarques détiennent leur pouvoir de Dieu, par l'intermédiaire du pape. Les autorités politiques des Etats sont donc entièrement subordonnées à l'Eglise. Le clergé, dit Bakounine, avait pour lui la force des armées, la puissance économique et une organisation hiérarchique efficace. Ce n'est qu'après une longue lutte que les rois finiront par détenir leur charge directement de Dieu, se libérant ainsi d'un encombrant intermédiaire.

Bakounine souligne cependant que l'Etat et l'Eglise sont «deux pôles inséparables quoique toujours opposés» (I, 130), deux institutions qui se génèrent l'une l'autre mais qui, comme c'est toujours le cas lorsque deux centres d'autorité coexistent, ne peuvent subsister qu'en situation de conflit et par la soumission de l'un à l'autre.

Dire que Bakounine et Marx se différencient par leur théorie de l'Etat est peu dire. Pour Marx, l'Etat est une superstructure dérivée de l'économique. Bakounine aborde la question sous un angle totalement différent. Il envisage la





fonction-pouvoir, qui se présente sous deux aspects, théologique et politique, c'est-à-dire l'Eglise et l'Etat. Dans sa jeunesse, Marx déclarait que le prélude à toute critique était la critique religieuse; mais, cette critique achevée, il n'était plus nécessaire d'y revenir. Pour Bakounine, la critique de la religion fut une préoccupation constante en ce sens qu'elle est un aspect non pas subordonné mais intégrant de la critique du pouvoir: l'idéologie est une force matérielle dans la vie de la société. De plus, bien des aspects de la vie politique prennent des formes religieuses, ce que Stirner s'est plus particulièrement attaché à montrer, rencontrant de la part de Marx une incompréhension totale. A l'occasion, Bakounine dit que l'Eglise est la sœur aînée de l'Etat, en ce sens que les premières formes de pouvoir apparues dans l'histoire ont revêtu un caractère théocratique. Dans sa critique de Mazzini il parle souvent aussi de la notion d'Eglise-Etat. Les analyses de Bakounine sur ce sujet sont peut-être une préfiguration du schéma trifonctionnel des sociétés indo-euro-péennes de G. Dumézil, par sa distinction de la fonction pouvoir en pouvoir théocratique et pouvoir juridico-politique; et, en faisant une analogie plus large, par sa distinction tripartite des constituants de la société en Producteurs, classe dominante, et Etat, ce dernier étant en l'occurrence un élément à part entière, au contraire du schéma marxien. On comprend mieux, dès lors, que la notion de clergé-classe dominante puisse aisément s'intégrer dans le système de pensée bakouninien.

Le déclin du pouvoir de l'Eglise a les mêmes causes que celles qui ont provoqué le déclin de l'aristocratie féodale: le développement des échanges, de la circulation monétaire, l'apparition du capital marchand, le développement des villes qui affaiblirent les couches dont les revenus sont fondés sur la propriété foncière. Marx a décrit cette évolution, qui aboutit au renforcement du pouvoir royal. Bakounine, en ce qui le concerne, met l'accent sur un point intéressant qui touche plus particulièrement la sphère du politique: lorsque le droit souverain fut reconnu comme procédant immédiatement de Dieu, le pouvoir fut proclamé absolu. «C'est ainsi que sur les ruines du despotisme de l'Eglise fut élevé l'édifice du despotisme monarchique. L'Eglise, après avoir été le maître, devint la servante de l'Etat, un instrument de gouvernement entre les mains du monarque.»

Ainsi, comme lors du passage de la société monarchique à la société bourgeoise, la classe qui perd sa position hégémonique ne disparaît pas, elle subsiste en se subordonnant au nouveau pouvoir. La lutte entre l'Eglise et l'Etat était «historiquement nécessaire», dit Bakounine. Par son caractère universel, l'Eglise avait une ampleur trop grande

pour pouvoir absorber les Etats nationaux dans un «Etat universel» (VIII, 153). La Réforme, en particulier en Allemagne, est interprétée par Bakounine comme une réaction contre l'Eglise qui aboutit à la désorganisation d'une institution dominante, mais aussi à la subordination accrue des populations au pouvoir des princes. Pat l'atomisation de l'institution religieuse, ceux-ci deviennent en effet des chefs spirituels et subordonnent la religion aux intérêts de l'Etat. Ailleurs, l'Eglise catholique affaiblie est absorbée par l'Etat: ainsi naît le despotisme moderne, dit Bakounine. Aux deux périodes clé de l'histoire de la société monarchique, lorsque les monarques s'affranchissent de la tutelle papale pour leur investiture, et lors de la Réforme, l'affaiblissement de l'institution religieuse s'accompagne d'un transfert accru de pouvoir à l'Etat et d'une subordination, ou en tout cas d'une dépendance accrue de l'Eglise envers l'Etat.

Marx avait effleuré l'hypothèse de Bakounine concernant l'Eglise, mais il ne poursuivit pas son raisonnement. Dans le livre III du *Capital* il dit en effet:

«C'est ainsi que l'Eglise catholique, en constituant au Moyen âge sa hiérarchie parmi les meilleures têtes du peuple, sans considération de rang, de naissance et de fortune, a employé le plus sûr moyen de consolider la domination des prêtres et de tenir les laïcs sous le joug. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans son sein les individus éminents des classes dominées, plus son règne est stable et dangereux.» (Pl. II, 1275) (souligné par moi)

On peut regretter que Marx n'ait pas poursuivi dans cette voie. Dans ce passage, il donne des indications intéressantes sur le mode de recrutement de cette classe dominante: la cooptation des élites intellectuelles, et non la propriété individuelle. Bakounine, de son côté, évoquant les différentes classes de l'ancien régime, parle de «la classe des prêtres, non héréditaires cette fois, mais se recrutant indifféremment dans toutes les classes de la société» (VIII, 153).

En résumé des réflexions de Bakounine sur cette question, on peut dire que le clergé était une classe fondée sur la propriété oligarchique du capital foncier; qui se reproduisait par la cooptation des élites de la société; qui fonctionnait sur la base d'une organisation hiérarchique fortement structurée, et soudée par une idéologie globale à vocation universelle. Une telle définition ne s'applique peut-être plus aujourd'hui au clergé (et encore...), mais elle reste encore valable pour une forme très contemporaine de classe dominante. Dans la mesure où il en a défini parfaitement les caractéristiques, on peut dire que Bakounine est un authentique précurseur de la théorie de la bureaucratie comme classe dominante. Ses développements sur la

«quatrième classe gouvernementale» et sur la «bureaucratie rouge» ne font que confirmer cette hypothèse.

II – LA QUATRIEME CLASSE GOUVERNEMENTALE

Bakounine aborde à plusieurs reprises dans son œuvre la question de la bureaucratie, dont il distingue plusieurs sortes.

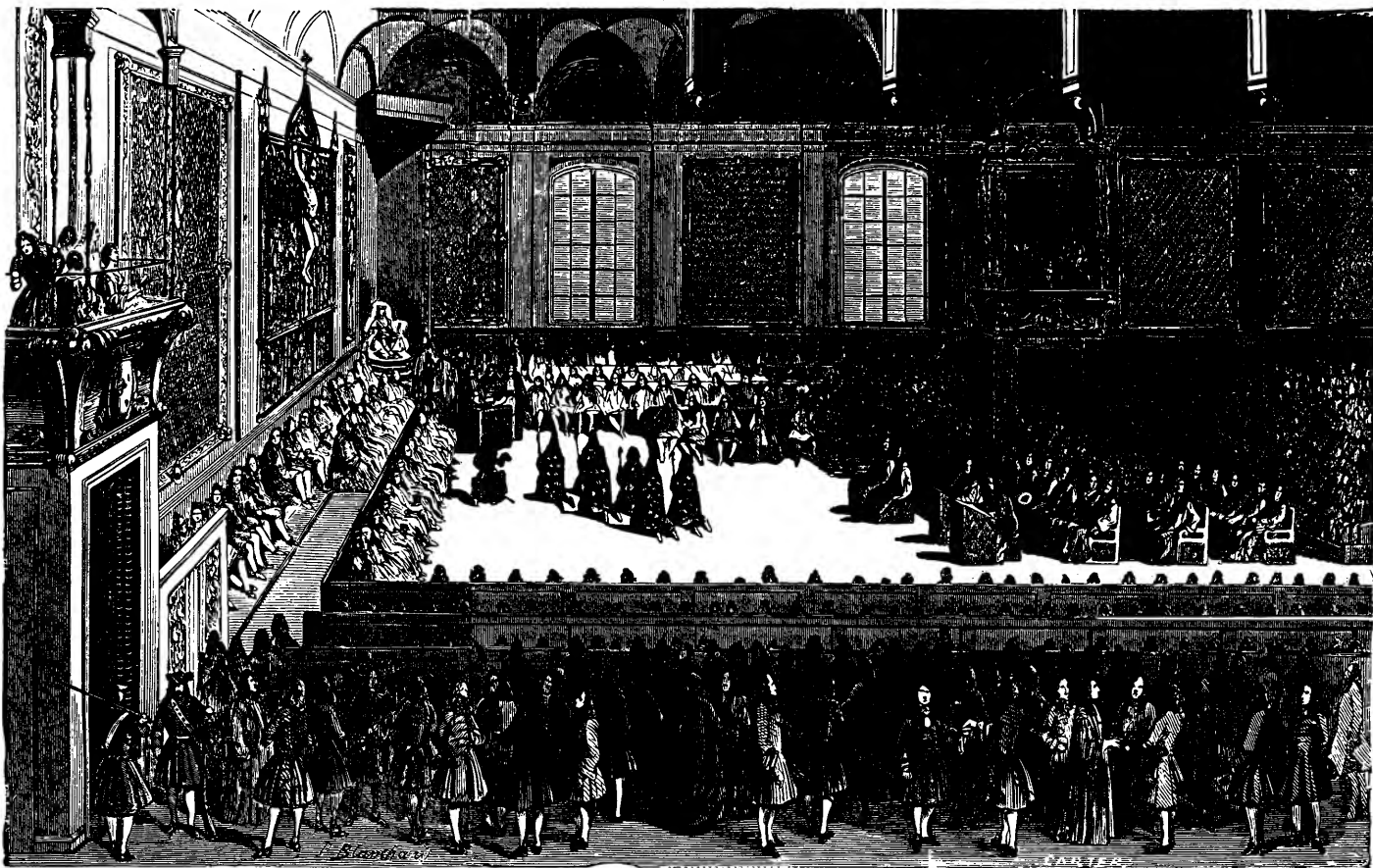
1 – La bureaucratie d'Etat: L'exemple de l'Allemagne.

C'est en premier lieu une émanation d'Etat, sa base sociale, la couche qui entretient l'illusion de la rationalité et de la nécessité de l'Etat. C'est elle qui fait de l'Etat une réalité, une puissance effective, qui lui donne un contenu.

La bureaucratie incarne l'idée de l'Etat en même temps qu'elle est son appareil. Mais par un processus naturel qui veut que tout organisme créé tend à se développer et à s'accroître, la bureaucratie peut tendre à s'autonomiser par rapport à l'Etat, de la même manière que l'Etat tend à s'autonomiser par rapport à la société. «Lorsqu'une force politique nouvelle s'est formée, elle doit suivre son cours ascendant jusqu'à ce qu'elle ne commence à décroître, soit en conséquence de l'action d'éléments dissolvants, soit par l'effet d'une force destructrice extérieure» (VIII, 414). La bureaucratie finit par se confondre avec l'Etat, elle devient l'Etat, avec sa cascade de hiérarchies constituant ce que Bakounine appelle le «corps sacerdotal de l'Etat».

Bakounine a également indiqué que tout groupement qui se constitue dans la société, ayant une cohérence interne et une aspiration à l'hégémonie, doit trouver une «sanction morale quelconque»: cette sanction doit être «tellement évidente et simple qu'elle puisse convaincre les masses» de sa légitimité à diriger l'Etat, de la «reconnaissance morale de son droit» (VIII, 142). La reconnaissance morale du droit de la bureaucratie, c'est la science, le savoir, la connaissance de la «science politique, la science de l'Etat», ou plus précisément, de la «science du service de l'Etat», qui embrasse l'administration, les finances et la diplomatie et qui, avec la théologie et le droit, doit former les bureaucrates en fidèles serviteurs de l'Etat.

«Toute la science du bureaucrate consistait en ceci: maintenir l'ordre public et l'obéissance des sujets, et leur soutirer autant d'argent que possible pour le trésor du souverain, sans les ruiner complètement et sans les pousser par le désespoir à la révolte.» (III 211)



Il est significatif que selon Bakounine, les deux sciences liées au gouvernement de l'Etat, la diplomatie et la bureaucratie, soient nées dans des pays politiquement morcelés. La diplomatie est née en Italie, par une sorte de nécessité historique: partagée en une foule de petites républiques en lutte perpétuelle les unes avec les autres, et par ailleurs constamment menacées par la France, l'Allemagne et l'Espagne, il était naturel que le besoin y développe l'art d'établir et de maintenir des rapports constants de négociation. La bureaucratie, elle, est née et s'est développée principalement en Allemagne, y est devenue à la fois une science, un art et un culte» (III, 211). L'écrasement de la révolte paysanne de 1525 avait affaibli les énergies populaires de l'Allemagne. La Réforme y avait abouti non pas à l'émancipation de l'esprit, mais à l'assujettissement de la religion au pouvoir des princes et des rois innombrables qui gouvernent le pays. «A cette époque, dit Bakounine, en Allemagne, les mots «patrie», «nation», étaient complètement ignorés. Il n'y avait que l'Etat, ou plutôt une infinité d'Etats grand, moyen ou petit qu'il servait et qui se résumait pour lui dans la personne du prince.» (III, 211). En quelque sorte le sentiment d'appartenir à l'Etat est un substitut au sentiment national qui n'a pas de terrain pour s'exprimer. La multiplicité des Etats entraîne la multiplication de cette classe de fonctionnaires chargée de gérer le plus rationnellement possibles les affaires du souve-

rain. L'absence d'Etat réel, d'Etat national, provoqua une hypertrophie de l'idée d'Etat. On peut imaginer, dit Bakounine, quel dut être l'esprit de ces honnêtes philistins de la bureaucratie allemande qui, ne reconnaissant après Dieu d'autre objet de culte que cette horrible abstraction de l'Etat personnifié dans le prince, lui immolait consciencieusement tout: «Brutus nouveau en bonnet de coton et sa pipe pendant à la bouche, chaque fonctionnaire allemand était capable de sacrifier ses propres enfants à ce qu'il appelait, lui, la raison, la justice et le droit suprême de l'Etat.» (III, 211)

La naissance de l'Etat bureaucratique est expressément située par Bakounine à l'époque de l'écrasement de la révolte de 1525, lors de laquelle les paysans, «abandonnés et trahis par les bourgeois des villes» furent massacrés par les nobles. «Ce fut précisément alors que commença à se développer dans toute son étrange splendeur en Allemagne, la puissance croissante et soi-disant progressiste et révolutionnaire de l'Etat militaire, bureaucratique et tranquillement despotique» (III, 208). Les princes se substituèrent au pape comme chefs de l'Eglise. Mais surtout, note Bakounine, alors que la bourgeoisie allemande avait été capable d'un grand dynamisme, le mouvement économique, industriel et commercial se ralentit considérablement. La double révolution qui marqua la transition du moyen-âge à l'âge moderne, à savoir:

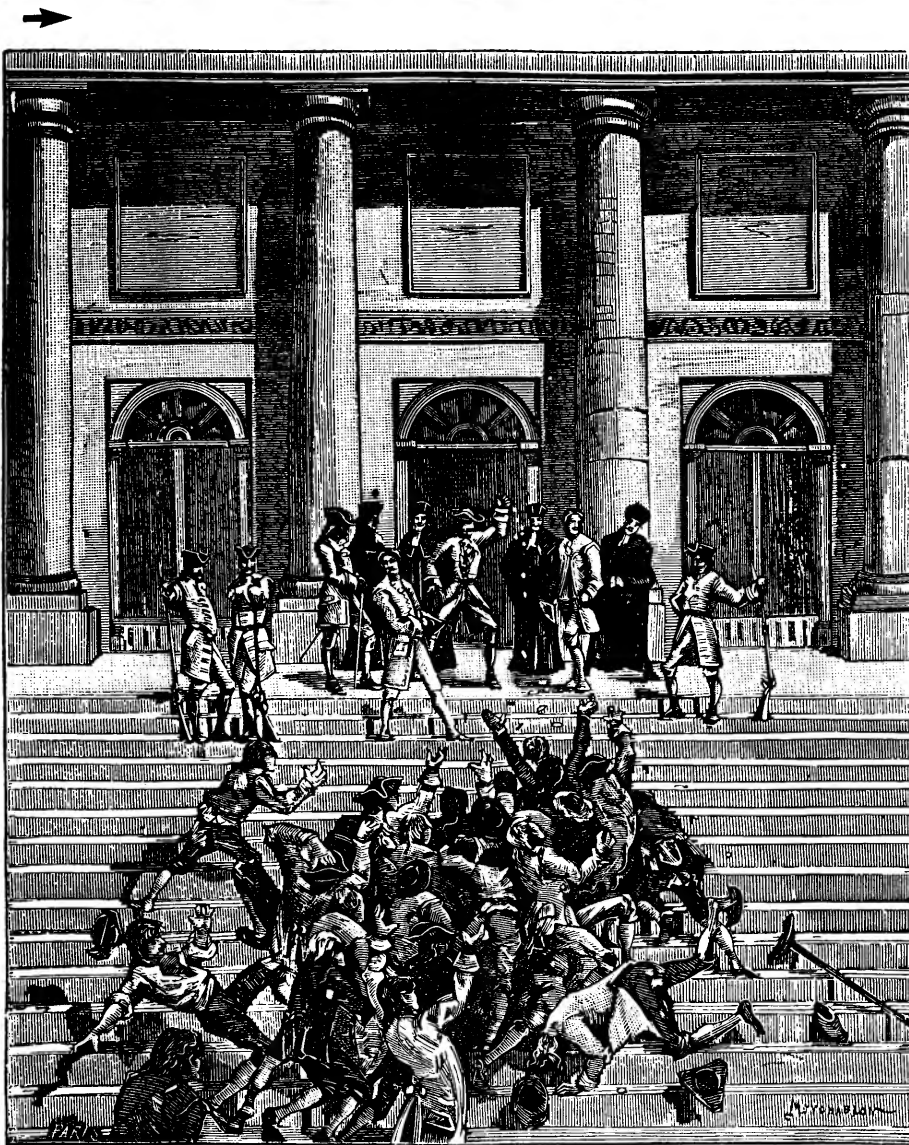
— la révolution économique, «qui, sur les ruines de la propriété féodale, devait fonder la nouvelle puissance du capital»;
— la révolution religieuse «qui avait réveillé la vie politique dans tous les autres pays»;
cette double révolution en Allemagne aboutit à l'appauvrissement et à l'engourdissement matériel ainsi qu'à la prostration intellectuelle et morale.

C'est pendant cette période qui va de l'écrasement de la révolte paysanne à la renaissance littéraire de la deuxième moitié du XVIIIème siècle, que s'est constitué en Allemagne, sous l'influence de l'enseignement luthérien, l'esprit d'obéissance et de servile résignation, en même temps que se développaient «la science administrative et l'activité d'une bureaucratie tâtilonne, systématique, inhumaine et impersonnelle». (IV, 287)

«Chaque fonctionnaire allemand devint une sorte de grand prêtre prêt à immoler non pas avec son glaive, mais avec la plume du scribe, le fils plus aimé sur l'autel élevé au service de l'Etat.» (Ibid.)

Dans *Etatisme et Anarchie*, écrit en 1874, Bakounine montre que l'Allemagne est désormais le seul Etat vraiment souverain du continent européen, et que «l'administration aussi bien que la bureaucratie allemande ont pour ainsi dire atteint l'idéal auquel aspirent





vainement la bureaucratie et l'administration de tous les autres Etats» (IV, 286). Mais ce ne sont là, ajoute-t-il, que les effets d'une cause générale et plus profonde qui conditionne toute la vie sociale de l'Allemagne, à savoir l'instinct de communauté, qui se manifeste d'une part par la soumission aux autorités légitimes et d'autre part par l'assujettissement de tout ce qui est plus faible. Se complétant et s'expliquant l'un l'autre, «ces deux éléments d'un même instinct sont à la base de la société allemande». Au cours des siècles il s'est développé un «culte du pouvoir d'Etat», qui a lui-même engendré «une doctrine et une pratique bureaucratiques et qui, par les soins des savants allemands, est devenu ensuite le fondement de toute la science politique enseignée aujourd'hui dans les universités d'Allemagne». Certes, d'autres pays ont développé une administration et une bureaucratie perfectionnées, mais c'est seulement en Allemagne qu'elles sont devenues une science.

Si elle se limitait à cela, l'explication de Bakounine pourrait certes être taxée d'idéaliste: c'est en substance l'esprit du peuple allemand qui a créé la bureaucra-

tie. Bakounine est en opposition totale avec les «doctrinaires du communisme allemand» sur l'évènement fondateur de l'évolution bureaucratique et autoritaire de l'Allemagne. Celui que est visé est d'ailleurs moins Marx que Lassalle. Ce dernier, dit Bakounine, s'est félicité de l'écrasement de l'insurrection paysanne de 1525 par les nobles, avec la complicité des bourgeois. Selon Lassalle, si cette révolte avait réussi, elle aurait détourné la nation allemande de la ligne normale de son développement économique et politique en consolidant parmi les paysans le principe de la propriété héréditaire et individuelle de la terre (VIII, 464). Marx et Lassalle, dit encore Bakounine, pensent que l'insurrection paysanne était réactionnaire: «le paysan ne peut faire que de la réaction, d'où il résulte que le premier devoir de la révolution, c'est d'empêcher, de réprimer à toute force, quelque mouvement de paysans que ce soit.» (III, 204)

Pourtant, note Bakounine, la répression de la révolte n'a pas empêché le principe de la propriété privée de s'établir fermement. Faisant, comme à son habitude, un parallèle avec la Révolution française, il note que les doctrinaires du

communisme allemand pourraient tout aussi bien regretter que les paysans français aient été émancipés et aient acquis les biens du clergé et de la noblesse émigrée. Mais s'ils ne l'avaient pas fait, la puissance de l'Eglise et de la noblesse serait restée debout, comme c'est encore le cas pour la noblesse en Allemagne, «de manière que la révolution socialiste aurait aujourd'hui à combattre, à côté de la puissance mal-faisante de la bourgeoisie, encore celle de ces deux anciens corps». C'est d'ailleurs exactement la situation qui s'est présentée en 1848 en Allemagne. D'autre part, ajoute Bakounine, si la paysannerie française ne s'était pas approprié les terres, si elle n'avait pas trouvé un intérêt à la révolution, elle l'aurait laissé détruire par les armées royalistes coalisées contre la France. Bakounine ajoute ailleurs que la bourgeoisie s'est développée, en grande partie grâce à l'appropriation du patrimoine foncier de l'Eglise et de la noblesse.

La victoire de la révolte de 1525 aurait eu pour conséquence que «les paysans allemands depuis trois siècles et demi auraient été libérés du servage» (VIII, 465).

«Ils eussent eu maintenant derrière eux plus de trois siècles de liberté et de propriété individuelle de la terre. Il eût fallu que le peuple allemand soit bien bête, et il est bien loin de l'être, pour que l'une et l'autre n'aient le temps de développer, l'une ses fruits positifs, l'autre ses conséquences négatives. Le triomphe de la révolution des campagnes aurait nécessairement entraîné après elle la révolution des villes de l'Allemagne, leur aurait mis le diable au corps, ce diable bienfaiteur et émancipateur, cet esprit de révolte, dont l'absence les condamne aujourd'hui à un désolant esclavage.» (VIII, 465-466)

En d'autres termes l'établissement de la propriété privée de la terre en Allemagne dès 1525 aurait permis à ce système de développer avec plusieurs siècles d'avance ses contradictions internes et de parvenir à une maturité suffisante pour mettre le socialisme à l'ordre du jour. Bakounine avance ici la thèse selon laquelle le développement normal de la société bourgeoise a besoin de la révolution dans les campagnes, de l'affranchissement de la paysannerie et de l'extension de la propriété individuelle de la terre, idée qui est d'ailleurs aussi celle de Marx, sinon celle de Lassalle. Le développement naturel de la bourgeoisie allemande a été cassé par l'échec de la révolte paysanne — c'est là un fait que Bakounine souligne fréquemment — et par l'incapacité des bourgeois à lier leur mouvement à celui de la paysannerie, à utiliser la formidable force de la paysannerie. La constitution d'un système bureaucratique tentaculaire est le prix à payer pour une révolution manquée. Ce qui est valable pour la révolution bour-

geoise sera aussi valable, comme le montrera Bakounine, pour la révolution prolétarienne.

La bureaucratie comme classe d'Etat est appelée en quelque sorte à se substituer à une classe qui aurait failli à sa «mission historique». Dans l'analyse qu'il fait de la société allemande contemporaine (cf. III, 154-255), Bakounine montre que l'Allemagne n'est pas un pays féodal mais pas non plus un Etat moderne. Elle n'est plus féodale car la noblesse a perdu toute puissance séparée de l'Etat; mais elle n'est pas moderne en ce sens que les bourgeois ne contrôlent pas l'appareil d'Etat. Elle n'est moderne qu'au point de vue économique et là, le capital bourgeois domine, avec sa toute-puissance envahissante, contre laquelle il n'est pas possible de lutter. Il s'agit donc d'un système hybride, où l'Etat mène une politique favorable au développement des intérêts bourgeois, mais où cette politique est appliquée par les nobles qui dirigent l'appareil d'Etat. L'Allemagne, dit Bakounine, est un Etat absolu, qui se sert de la noblesse pour opprimer les masses, y compris la bourgeoisie, mais faisant les affaires de cette dernière. Pour réaliser une telle politique, une bureaucratie puissante est nécessaire. La forme politique qui correspond à la domination de la bureaucratie ne peut être que celle que Bakounine désigne sous le nom de césarisme, qui présente d'ailleurs beaucoup d'analogies avec le bonapartisme de Marx. C'est la voie découverte jadis par les empereurs romains, «redécouverte, ces derniers temps, par Napoléon III et entièrement déblayée et améliorée par son élève, le prince de Bismarck: la voie du despotisme étatique, militaire et politique, dissimulé sous les fleurs et les formes les plus amples en même temps que les plus innocentes de la représentation populaire» (IV, 294).

2— La bureaucratie comme candidate au pouvoir

En dehors de la bureaucratie, classe de l'Etat, il y a aussi la bureaucratie, candidate au pouvoir; il s'agit de cette «quatrième classe gouvernementale» appelée à succéder, si les conditions s'y prêtent, à la bourgeoisie. Mais il faut, là encore, distinguer la bureaucratie «générique» et la bureaucratie «rouge».

a / Il y a d'abord ce qu'on pourrait appeler la bureaucratie comme phénomène primaire, ou générique, qui se constitue spontanément lorsque un appareil devient lourd à administrer, lorsqu'il s'hypertrophie et que les «administrés» abdiquent toute volonté

de contrôle. Bakounine a extensivement décrit ce phénomène, en particulier lorsqu'il apparaît dans les organisations ouvrières. Mais c'est l'autre type de bureaucratie qui nous intéresse ici, l'embryon de classe dominante, la «bureaucratie rouge». Elle est constituée, sociologiquement, de plusieurs catégories sociales:

— les socialistes bourgeois, les intellectuels bourgeois qui sont privés de perspectives par la société capitaliste et qui pénètrent dans les organisations de travailleurs pour prendre la direction du mouvement ouvrier. Ce sont des gens qui voient dans le socialisme une force montante formidable et qui espèrent, grâce à lui, restaurer la vitalité tombante et décrépète de leur propre parti, dit Bakounine, qui les appelle encore les «exploiteurs du socialisme».

— les ouvriers embourgeoisés, «à demi littéraires, prétentieux, vaniteux, ambitieux et qu'en toute justice on pourrait appeler des ouvriers bourgeois». Ils se posent comme des chefs, «des hommes d'Etat des associations ouvrières».

— les dirigeants sociaux-démocrates qui préconisent la stratégie électorale de prise du pouvoir, et qui s'appuient sur «la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi bourgeois dont ils veulent précisément se servir pour constituer leur quatrième classe gouvernementale, et qui est vraiment capable d'en former une si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat.» (Ed. Stock IV 413-414)

b / Le concept de bureaucratie rouge apparaît dans une lettre que Bakounine a écrit à Herzen et Ogarev le 19 juillet 1866, où il évoque le «mensonge le plus vil et le plus redoutable qu'ait engendré notre siècle, le démocratisme officiel et la bureaucratie rouge». Ce qui est visé est évidemment la stratégie politique de Marx et de la social-démocratie allemande, parlementaire, qui constitue l'aliment du phénomène décrit par Bakounine. L'action parlementaire, dit ce dernier, conduit inévitablement à la conclusion d'accords politiques avec les radicaux bourgeois. Or, il est démontré que ce genre d'accord conduit toujours à l'alignement du programme du parti le plus radical sur celui du parti le plus modéré. Par ailleurs, le parlement, l'Etat, sont des institutions spécifiques de la bourgeoisie. Participer à ces institutions est un acte contre-nature. Ce qui, chez Bakounine est un refus de la politique bourgeoise est interprété par Marx et Engels comme un refus de la politique en général. Selon Bakounine, la politique révolutionnaire consiste à substituer à l'action de type bourgeois et à l'organisation de classe de la bourgeoisie — l'Etat —, une action et une organisation prolétariennes. Enfin, les hommes qui participent à l'action parlementaire seront nécessairement corrompus par les manœuvres et les concessions qu'ils

seront contraints de faire avant la prise du pouvoir, et par l'exercice du pouvoir ensuite. «Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le moindre prolétaire du haut de l'Etat, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner.»

Cette nouvelle classe, celle des «directeurs, représentants et fonctionnaires de l'Etat soi-disant populaire», cette «nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants» mettra en place un système dont Bakounine perçoit très précisément les traits: il y aura, dit-il,

«(...), un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, (...) mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes.» (III, 204)

Cette description de ce qui pour Bakounine n'était qu'une hypothèse, est souvent citée pour montrer le caractère «prophétique» de ses institutions. En jouant sur une sorte d'effet de choc et sur un placage artificiel de notre expérience contemporaine sur un texte datant de plus d'un siècle, certains ont voulu «prouver» que «Staline est contenu dans Marx». Ce genre de démonstration ne peut être, au mieux, qu'un anachronisme, au pire une falsification, non seulement du point de vue de Marx en ce qu'on lui attribue la paternité du stalinisme, mais aussi du point de vue de Bakounine, qui ne pouvait pas même imaginer la possibilité d'un tel régime. Lorsqu'on examine le texte ci-dessus de près, en tenant compte seulement de éléments historiques de l'époque, sans leur sur-ajouter des événements survenus bien après, on s'aperçoit que Bakounine attribue au marxisme un projet certes autoritaire et centralisé, où existe une forte substitution de pouvoir au profit de l'élite gouvernante, mais qui n'a rien à voir avec le stalinisme, que Marx aurait été le premier à condamner avec horreur. Dire qu'on ne peut pas artificiellement transposer un texte de 1870 dans la réalité d'aujourd'hui, ne retire d'ailleurs rien à la clairvoyance de Bakounine.





L'avènement de cette bureaucratie rouge, notons-le, n'était pas aux yeux de Bakounine une occurrence inévitable: il dit en effet que cette quatrième classe gouvernementale n'apparaîtra que «si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat». En d'autres termes, la bureaucratie succédera à la bourgeoisie dans l'hypothèse où la classe ouvrière se montrerait incapable d'assumer son rôle dans la révolution prolétarienne.

c / L'échec de l'alliance avec la paysannerie.

Ce survol de l'analyse bakouninienne serait incomplet si on ne mentionnait pas une dernière hypothèse, un dernier schéma de constitution d'une bureaucratie d'Etat. Il s'agit en l'occurrence d'une conséquence éventuelle de l'incapacité de la classe ouvrière à réaliser une alliance politique viable avec la paysannerie.

Pendant la guerre de 1870, Bakounine avait espéré que les hostilités déclencheraient un processus révolutionnaire qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Le ralliement de la paysannerie à la révolution constitue un point fondamental de la stratégie qu'il préconise alors. A ceux qui objectent que les paysans sont des partisans forcenés de la propriété individuelle il répond qu'il faut «établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le camp de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution.» (VII, 118)

Les bolchéviks seront confrontés au même problème 40 ans plus tard: Bakounine ajoute d'ailleurs quelques mots qui prendront tout leur sens lors de la révolution russe:

«En dehors de ce moyen que je propose, il n'y en a qu'un seul: le terrorisme des villes contre les campagnes (...). Ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution...» (VII, 116)

Lorsqu'il aborde la question cruciale de la collectivisation de terres (Lettre à un Français, 6 septembre 1870), Bakounine affirme qu'imposer celle-ci serait une erreur, car elle amènerait le soulèvement des campagnes. Pour les réduire il faudrait alors une immense force armée, avec discipline militaire, avec des généraux, et toute la machine serait à reconstruire, avec le machiniste, le dictateur. On pense évidemment encore au problème des rapports ouvriers-paysans pendant la révolution russe, aux réquisitions qui ont exacerbé

les antagonismes ville-campagne et qui ont abouti à la collectivisation forcée.

Si Bakounine aborde la question d'un point de vue de principe, il considère aussi les possibilités pratiques qu'aurait la classe ouvrière d'imposer la collectivisation. Il pense que les ouvriers n'auront jamais la puissance d'imposer le collectivisme aux campagnes. C'est là, dit-il, une abération fondamentale du communisme autoritaire qui, parce qu'il a besoin de la violence régulièrement organisée, a besoin de l'Etat, et qui, parce qu'il a besoin de l'Etat, aboutit nécessairement à la reconstitution du principe de l'autorité et d'une classe privilégiée de fonctionnaires de l'Etat». (VII, 117)

Selon Bakounine, le collectivisme dans les campagnes ne pourra se produire que par la force des choses, lorsque les «conditions de l'individualisme privilégié, les institutions politiques et juridiques de l'Etat auront disparu d'elles-mêmes» (VII, 118). La prétention du monde ouvrier à imposer une politique à la paysannerie est un «legs politique du révolutionnarisme bourgeois». Elle aboutit inévitablement à la reconstitution d'un système de domination, fondé cette fois sur la bureaucratie (les «fonctionnaires de l'Etat»), chargés de l'exécution pratique de ce programme, dépossédant de ce fait la classe ouvrière de tout pouvoir.

On rejoint là encore, l'idée selon laquelle l'avènement de la bureaucratie d'Etat est le prix à payer pour l'échec de la révolution prolétarienne.

CONCLUSION

On peut s'étonner que Marx, malgré l'outil méthodologique qu'il s'était forgé, soit passé à côté de certains problèmes aussi importants que la bureaucratie. Dans la sixième section du livre III du *Capital*, il évoque bien le cas où les producteurs ont en face d'eux non pas des propriétaires individuels, mais l'Etat, qui est «à la fois propriétaire et souverain». La souveraineté, dit alors Marx, «n'est que la continuation de la propriété foncière à l'échelle nationale». Marx perçoit parfaitement la possibilité de la concentration des moyens de production et de pouvoir entre les mêmes mains; mais ce cas est limité à l'Asie et correspond à des formes économiques du passé; il ne peut envisager ce schéma appliqué à la propriété industrielle de l'avenir, pour la simple raison qu'il a tendance à considérer la concentration de cette propriété entre les mains de l'Etat comme le fondement du socialisme.

Si Bakounine avait connu de passage du Livre II du *Capital*, il aurait probablement répété, comme il l'avait déjà dit, que «Marx est dans la bonne voie», mais il aurait probablement ajouté encore que Marx ne poursuit pas son analyse assez loin. Il aurait probablement ajouté encore que si Marx n'est pas allé plus loin, c'est parce qu'il aurait fini par remettre en cause ses conceptions étatistes du socialisme.

René BERTHIER

BAKOUNINE (ET AUTOUR DE)

Ces livres sont en vente à la
Librairie La Gryffe
(voir communiqués
page 18)



BAKOUNINE M.
Oeuvres Complètes
Champ libre
tome 1 1973, 406p. 150 F
tome 2 1974, 568p. 150 F
tome 3 1975, 559p. 150 F
tome 4 1976, 495p. 150 F
tome 5 1977, 570p. 200 F
tome 6 1978, 675p. 200 F
tome 7 1979, 575p. 200 F
tome 8 1982, 641p. 200 F

BAKOUNINE M.
Les ours de Berne et l'ours
de Saint-Petersbourg
La Cité 1972
63 pages 5 F

BAKOUNINE M.
Oeuvres, (deux tomes format
de poche)
Stock 1980
tome I 357 pages 39 F
tome II 519 pages 39 F

BAKOUNINE M.
De la guerre à la Commune
Anthropos
612 pages en cours de
réimpression

BAKOUNINE M.
Dieu et l'Etat
Contre courant 1960
87 pages 15 F

BAKOUNINE M.
Fédéralisme, socialisme,
anti-théologisme
Age d'homme 1971 50 F

CONFINO M.
Violence dans la violence,
le débat Bakounine-
Netchaïev
Maspero 1973
212 pages 80 F

HEPNER B.P.
Bakounine et le panslavisme
révolutionnaire
Rivière 1950
318 pages 109 F

LEHNING A.
De Buonarroti à Bakounine,
études sur le socialisme
international
Champ libre 1977
357 pages 80 F

LEHNING A.
Michel Bakounine et les
autres
10/18 1976 434p. 35 F

LEVAL G.
La pensée constructive de
Bakounine
Spartacus 1976 272p. 40 F

MARIE J.
Michel Bakounine une vie
d'homme
Noir 1976, 383p. 38 F

OYHAMBURU Ph.
La revanche de Bakounine ou
de l'anarchisme à
l'autogestion
Entente 1975, 334p. 73 F

L es années rouges

Nombre de livres ont été publiés à ce jour sur la révolution culturelle et l'histoire de Hua Linshan ne constitue pas une révélation sur les faits eux-mêmes. Mais l'éclairage apporté et l'analyse qui s'en dégage permettent de mieux saisir en démantelant les échelons du puzzle la véritable substance de la Révolution Culturelle, à savoir la lutte crue pour le Pouvoir.

En liminaire, Hua Linshan rappelle le climat étouffant dans lequel baignait la Chine en 1965. Dès son entrée au lycée à 13/14 ans, chaque jeune chinois est affublé d'un dossier, véritable tunique de Nessus : dans lequel « toutes nos actions ; les bonnes et les mauvaises étaient consignées. Ce dossier serait comme notre ombre ; il nous suivrait toute notre vie et c'est de lui que dépendrait notre avenir. « En outre la vie quotidienne est compartimentée par des règlements formant un tout organique ». Leur fonction était de nous occuper intégralement 24 h sur 24. « Toute activité était ainsi subordonnée au Parti Communiste qui ne peut donc pas considérer comme contre-révolutionnaire toute initiative personnelle. « Le plus sage était de ne prendre aucune initiative » et d'en dénoncer les auteurs ; ce qui assurait en contrepartie le label de « bon élément ». Résultat : surveillance mutuelle constante, délation paralysie mentale, auto-répression. Les préceptes de Big Brother avaient trouvé dans la Chine de Mao un champ d'application encore plus vaste et plus méthodique que dans l'URSS de Staline et l'Allemagne de Hitler.

Mao qui justement en faisant appel aux « masses » lorsque son pouvoir va être contesté au sein du Comité Central va permettre à tout ce refoulé d'exploser ; déchaînant l'enthousiasme de la jeunesse à qui enfin on donne le droit à la parole et à l'action.

« L'appel aux masses »

C'est l'éditorial du « Quotidien du Peuple » du 1 juin 1966 : « Balayons tous les mauvais démons ». « Tous ceux qui s'opposent au Président Mao repré-



Pendant la Révolution Culturelle : Mao saluant ses Gardes Rouges sur la place Tien An Men

sentent en réalité les intérêts de la classe exploiteuse renversée... N'importe quel dirigeant du Parti était virtuellement visé par cette incitation à passer à l'offensive ». Le premier à être « balayé » sera bien sûr le professeur principal, symbole de l'oppression, mais ce sont tout de même trois élèves fils de cadres supérieurs du Parti ; et donc de « bonne origine de classe », qui oseront prendre une telle initiative. Origine de classe qui va peser de plus en plus lourd dans la suite des événements.

En effet, passé l'euphorie du premier mois, apparition fugace d'une liberté totale jamais connue, « la révolution, c'est se libérer de tout ce qui nous entrave », le retour sur terre va être brutal.

Fin juin, c'est le premier pas en arrière avec l'arrivée à Guilin - ville principale du Guangxi, province du sud-ouest de la Chine, célèbre pour ses paysages montagneux en forme de pain de sucre le long de la rivière Li, et où se situent les événements relatés dans le livre - d'une « équipe de travail » envoyée par le Comité Central.

Fini les initiatives personnelles au relent libertaire sulfureux, retour aux directi-

ves appliquées jusque dans leur moindre détail : « Les activités de critique étaient soumises à l'approbation de l'équipe de travail pour leur objectif, leur contenu, leur ligne directrice et même pour le choix des mots et la tournure des phrases... Quand le Parti avait décidé quelque chose, il n'y avait qu'à obéir sans discussion... Bref, notre rôle était totalement passif ». Et surtout, en application de la théorie de la « filiation révolutionnaire », seuls ont le droit de faire la révolution les éléments ayant une bonne origine de classe, la sacro-sainte catégorie des paysans pauvres et des ouvriers. Fils d'« intellectuels » qui plus est « droitier », Hua est tout simplement exclu de toute activité politique, marqué à jamais par cette véritable « étoile jaune » du communisme réel. Il a vraiment l'impression que le ciel lui est tombé sur la tête. A peine commencée, la Révolution est déjà finie pour lui.

Mais le 7 août, nouvelle directive du Centre, c'est à dire les instances dirigeantes du pays : « Le Président Mao n'a jamais envoyé d'équipe de travail. Il sou-





tient les masses. La gauche ne doit faire confiance qu'au Président Mao et se servir de sa pensée pour tout analyser. Il faut s'opposer résolument à toute directive qui s'écarte de la pensée maozedong même si elle provient d'un organe haut placé». Exit «l'équipe de travail» remplacée par «l'équipe envoyée par le Groupe Central chargé de la Révolution Culturelle» qui a pour mission de propager les «16 Articles» qui «en allumant le feu de la révolte» vont assurer la victoire de Mao sur la ligne droite du Président de la République Liu Shaoqi : les masses sont les maîtres de la société ; adoption des principes de la Commune de Paris avec élection des dirigeants par la base et possibilité de les révoquer à tout moment ; instauration des 4 grandes libertés : celle d'avoir des opinions divergentes, celle de les exprimer, celle d'afficher des dazibaos et celle de débattre en public.

Un tel programme libertaire, faisant fi en outre de la théorie de la filiation révolutionnaire, va recevoir l'adhésion enthousiaste de ceux qui comme Hua étaient de mauvaise origine sociale, et des étudiants «dont les résultats scolaires étaient bons et qui ne supportaient plus de devoir obéir en tout à l'équipe de travail», qui vont se constituer en «faction des rebelles», rejoins ensuite par la majorité des ouvriers. Le camp d'en face, les «conservateurs», va regrouper les instances locales du Parti appuyées par la masse paysanne et les cadres soutenus par une minorité d'ouvriers «jaunes» bénéficiant d'un certain nombre d'avantages sur le plan politique et matériel.

Mais c'est ici que réside le génie politique de Mao et sa totale duplicité. Persuadés également de «représenter la gauche», les «conservateurs» attendaient «un nouveau signal du Président Mao pour attaquer la droite». Le retrait actuel, tactique, avait pour but «de laisser le champ libre aux droitiers pour mieux les démasquer». La partie qui s'engageait était en fait un poker menteur où, quoiqu'il arrive, Mao était sûr de rafler la mise...

C'est au même moment qu'est déclenché le «Mouvement des 4 Vieilleries» l'un des épisodes les plus sombres de la Révolution Culturelle. «Le mouvement visait les vieilles coutumes, la vieille culture, les vieilles habitudes et les vieilles pensées». Mais si au début il consistait simplement à «changer le nom des vieilles rues, des vieux restaurants et à fermer les pagodes», il en vint vite à «faire des descentes dans les habitations des «5 éléments noirs» - propriétaires fonciers, paysans riches, éléments contrerévolutionnaires, mauvais éléments, droitiers - et de ceux qui avaient de l'argent avant 1949 pour y saisir tous les objets de valeur, et aussi bien sûr à confisquer les livres dans les familles d'intellectuels». Image toujours forte du fonc-

tionnaire-lettré détenteur du **Savoir** et donc du **Pouvoir**.

La prise du pouvoir par les rebelles

Quoiqu'il en soit les «6 articles de la Sécurité Publique» proclamés par le Comité Central à la mi-janvier 1967 consacrent la victoire de Mao. «Quiconque s'opposait au Président Mao et à Lin Biao - le chef de l'armée - devait être considéré comme un contre-révolutionnaire actif et puni selon la loi», et l'éditorial du «Drapeau Rouge» - organe théorique du Parti - désigne comme seuls révolutionnaires les rebelles dont la prise du pouvoir est illustrée par l'arrestation du premier personnage de la province de Guangxi, le secrétaire du Parti, Wei Guoqing, amené de force du chef-lieu de la province Nanning à Guilin pour y être promené en public.

Deux anecdotes illustrent la puissance du personnage dont l'oripeau communiste ne peut cacher la réalité de roitelet féodal :

«Wei avait fait débloquer plus de deux millions de yuans - 1,60F - pour se faire construire une villa qui devait prétendument lui servir de base de résistance en cas de 3e guerre mondiale. En attendant que cette guerre éclate, Wei avait fait de cette villa sa résidence privée. 2 millions ! S'il avait dû se l'offrir avec ses propres deniers, il lui aurait fallu avec son salaire évalué à l'époque comme dix fois supérieur à celui d'un ouvrier, travailler 300 ans».

«Quelques années auparavant, sa voiture avait été gênée par un camion dont le chauffeur, voulant sans doute plaisanter, ne s'était pas laissé dépasser pendant plusieurs kilomètres. Assis sur la banquette arrière, Wei trépigrait de rage. Il jura de faire mettre en prison le chauffeur de ce camion. Celui-ci fut arrêté au premier village et condamné à 8 ans de prison pour atteinte volontaire à la sécurité d'un haut fonctionnaire. Le tribunal n'osa réduire cette peine à deux ans de prison que lorsque la colère de Wei se fut apaisée».

Parallèlement dans les usines, démontrant leur capacité à diriger la production, les ouvriers réclamaient le droit de révoquer les cadres. «Pour la première fois, les ouvriers se sentaient chez eux dans leur usine». Et pour remplacer les instances politiques, les rebelles prononcèrent des élections du style de celles de la Commune de Paris. Mao perçut immédiatement le danger. «Que deviendrait le Parti ?» Une telle anarchie ne pouvait durer...

«L'armée au secours de Mao»

Deuxième pas en arrière : Dès la fin février, des «groupes de propagande de la pensée maozedong» envoyés par l'armée pénètrent en masse dans les usines. En l'espace d'un mois, tous les centres de pouvoir investis par les rebelles sont

repris en main par l'armée chargée d'appliquer les nouvelles directives du Comité Central : «rectifier les organisations rebelles, s'opposer de toutes ses forces à l'extrémisme démocratique, à l'anarchie, libérer les cadres». Virage complet à 180° : «Tout ce au nom de quoi le Centre nous avait poussé à la révolte - le droit de contrôle des masses sur les cadres, le droit de les révoquer, le droit à l'indépendance de la pensée, etc. - était maintenant taxé d'«anarchisme», d'«extrémisme démocratique», de «pensée libérale bourgeoise», toutes choses qu'il fallait «rectifier».

Vient le temps de la «Triple Alliance» : «Le nouveau pouvoir politique doit être formé de anciens cadres déchués, des militaires et des «représentants des masses». Conséquence logique : «En tant qu'ancien cadre, Wei Guoqing devait devenir le responsable du Comité Révolutionnaire qui serait formé». Devant la résistance des rebelles à un tel retour en arrière, l'armée fait appel aux paysans auxquels - bien qu'ils représentent 95 % des 24 millions d'habitants du Guangxi - les rebelles, malgré leurs slogans libertaires n'avaient pas pensé une seule fois depuis le début de la Révolution Culturelle. Dans l'esprit de Hua, «les paysans n'existaient simplement pas». La lutte fait rage et la confusion est à son comble, chaque camp brandissant le même étendard, le Petit Livre Rouge. A la profession de foi de Hua «Président Mao ! Pour te défendre, pour défendre la pensée révolutionnaire, je braverai 10 000 morts, je gravirai une montagne hérissée de couteaux, je voguerai sur une mer de flammes !» fait écho le «rapport nocturne» des militaires : «Pendant quelques minutes, les soldats se tenaient debout sous le portrait de Mao ; certains récitaient quelques-unes de ses pensées, d'autres confessaient à voix basse les fautes commises dans la journée. Puis, après un salut respectueux, ils se couchaient».

L'issue restant incertaine, l'armée décide alors de «doubler» Mao et c'est l'«Incident de Wuhan» du 20 juillet 1967. Des officiers se mutinent, arrêtent des collaborateurs de Mao, lequel réussit néanmoins à quitter la ville. C'est la première fois depuis que le Parti est au Pouvoir que se produit une rébellion militaire. La contre-attaque ne tardera pas. Le 31 juillet, l'éditorial du «Drapeau Rouge» est sans équivoque : «Le prolétariat doit fermement contrôler les forces armées».

Les rebelles remis en selle

Forts de l'appui retrouvé de Mao, les rebelles repassent à l'offensive : «Les militaires sont écartés du pouvoir et presque tous les centres de production et d'administration de la ville de Guilin, à l'exception de la Sécurité Publique et des archives, placés sous le contrôle des «comités de la relève du pouvoir par les

Gardes Rouges ». « Les ouvriers rebelles reprennent le contrôle des usines, jouissant « du soutien et de la protection de l'ensemble des travailleurs » d'autant que les conservateurs ont fui à la campagne, et désireux de prouver leur maturité par rapport à l'ordre ancien, ils battent aux cours de ce mois d'août le record historique du taux de production de la ville de Guilin.

Une telle vitalité autonome n'était pas supportable pour le pouvoir du Centre qui entretemps avait procédé à une réorganisation de certains commandements militaires, nombre d'entre eux ayant d'ailleurs fait leur auto-critique.

C'est la « Directive du 5 septembre » qui annonce le troisième et dernier pas en arrière : « Les rebelles doivent remettre les armes en leur possession ».

Le massacre

« S'opposer aux militaires... essayer d'édifier ses propres organes de pouvoir... avoir des convictions personnelles », c'était là « faire preuve de factionnalisme ». Les précédents mots d'ordre tendant à plus de démocratie sont à nouveau taxés d'« anarchisme » et les organisations rebelles de « tendances extrémistes ». Cette fois, pas de quartier. Devant le refus des ouvriers et des étudiants de dissoudre leurs organisations et de renier les principes de la Révolution Culturelle, l'armée lance l'ordre dans toute la province de lutter « contre le gauchisme ». La bataille va faire rage pendant plusieurs mois, les rebelles étant persuadés que Mao continue à les soutenir en réalité et qu'il va lancer une contre-offensive.

Sa pensée reste en effet pour eux la clé de toute analyse, sur le plan politique comme sur le plan personnel, ainsi que le révèle l'épisode du flirt de Hua avec « Petite Soeur », symptomatique également de la sublimation de la sexualité chez ces révolutionnaires se voulant « purs d'esprits », « destinés au martyre ». « Sa poitrine heurta alors mon bras. Je restais pétrifié. Elle m'indiquait de façon on ne peut plus claire, elle aussi, le désir de me toucher. Je souhaitais ardemment pouvoir accomplir un geste qui lui montrerait que j'étais dans le même état d'esprit qu'elle. Mais je n'en avais pas le droit. Au milieu de ma confusion, j'essayais de trouver une citation du Président Mao qui puisse m'aider à combattre mes mauvaises intentions ».

La « Directive du 3 juillet 1968 » va dissiper les dernières illusions. L'ordre est donné aux militaires de massacrer les opposants dans tout le pays. « Mao abandonnait officiellement les rebelles » (au même moment, les « maos » français ... »).

C'est la terreur rouge ; une mer de sang noie le Guangxi, désormais d'une « même couleur rouge » à la fin du mois d'août. Le rapport qui paraît dans le « Quotidien du peuple » est un morceau d'anthologie orwellienne : « Sous la di-



rection pleine de sollicitude du quartier général prolétarien du Président Mao, la situation dans la province du Guangxi a connu un progrès sans précédent qui se traduit par une large diffusion de la pensée maozedond et par une attaque déterminée contre une poignée d'ennemis de classe ».

La réunion du 12e plénum du VIIIe Comité Central tenue au cours de la deuxième quinzaine d'octobre 1968 consacre définitivement la prééminence de Mao au sein du Parti avec l'exclusion de Liu Shaoqi. Les rebelles manipulés avaient bien mérité de la Révolution Culturelle qui reste encore une plaie ouverte dans la société chinoise de 1987. Des millions de morts, des millions de « jeunes instruits » envoyés à la campagne pour y « être rééduqués par les paysans » - dont certains sont revenus clandestinement dans les villes ou ont réussi à fuir à l'étranger via Taïwan ou Hong Kong comme Hua Linshan - des « durs » toujours en prison 19 ans après comme la jeune commissaire politique du livre ou Vieux Qin, le « maître » ouvrier de l'auteur.

Victoire donc pour le Parti Communiste toujours au pouvoir, mais victoire à la Pyrrhus car la cassure qui s'est produite au sein de la classe bureaucratique dominante l'a vidé de sa légitimité. Comme l'a remarquablement analysé l'« Internationale Situationniste » dès son n° 11 daté d'août 1967 : « L'idéologie portée à son degré absolu en vient à l'éclatement. Son usage absolu est aussi bien son zéro absolu. Au moment où dans la confusion la plus totale les bureaucrates se combattent au nom du même dogme et dénoncent partout « les bourgeois abrités derrière le drapeau rouge », la double pensée s'est elle-même dédoublée. C'est la fin joyeuse des mensonges idéologique, leur mise à mort dans le ridicule. LE MANDAT DU CIEL PROLETARIEN EST EPUISÉ ».

Le peuple chinois a goûté à la liberté et à la démocratie. Il y regoûtera encore.

Montpellier, le 20 mai 1987

J.J. GANDINI

« Les Années Rouges » de HUA LINSH

De Jean-Jacques Gandini, les éditions ACL ont déjà publié deux livres ayant trait à la Chine :

— Pa Kin, le coq qui chantait dans la nuit (24 F)

— Aux sources de la Révolution Chinoise, les anarchistes contribution historique de 1902 à 1927 (82 F)

Ces deux ouvrages peuvent être commandés à l'ACL.

Jean-Jacques GANDINI

PA KIN



Le coq qui chantait dans la nuit

ALBERT CAMUS ET LA POLITIQUE



V I V R E A V E C

Il ne s'agit pas ici, ou en tout cas pas seulement, d'un livre de propagande, ou même d'explications, au sens où on l'entend habituellement.

Certes, une partie importante est consacrée au déroulement de « l'Affaire du Coral », à ses implications politiques et policières. Claude Sigala y analyse ce qu'il pense être son erreur fondamentale : avoir pensé qu'une alternative pouvait être acceptée et reconnue comme telle par un pouvoir, fût-il de gauche. En fait, celui-ci ne pouvait que chercher à réintégrer cette alternative pour pouvoir l'utiliser ponctuellement afin de pallier aux défaillances des structures en place. Dès lors que le « scandale » éclatait, les soutiens officiels ne pouvaient que se dérober.

Au delà, à travers un rappel historique, Claude Sigala rappelle comment, d'une démarche alternative à la psychiatrie, le CRA en est arrivé, tout naturellement, à une vision politique, et d'une politique fondamentalement autre : « Une des caractéristiques de l'enfant psychotique, c'est de ne pas donner d'ordres et de n'obéir à aucun. »

Cette évolution amène évidemment au refus de l'institutionnalisation, notamment au refus de demander l'agrément des autorités de tutelle. Ce refus va de pair, du reste, avec la revendication de la transparence. Mais l'institutionnalisation est bien ce processus qui a à voir avec la propriété : « Là où l'amour se revendiquait d'être, il devient avoir, après quelques dégâts du faire ».

La non-institutionnalisation laisse donc entier le problème de la rencontre et du manque : « Le problème reste que toute relation est basée sur le désir de combler le manque. Quand il n'y a plus manque, quand tout a été interprété, jugé, mesuré, énoncé (comme si), la relation se meurt. »

Cette voie s'oppose à celle, routinière, de l'institution. C'est la voie de la liberté, de l'amour, avec tous ses leurreurs cependant indispensables. Inévitablement, elle implique que l'on rencontre en chemin la souffrance : « Tenter d'essayer le projet de l'autre, c'est prendre le risque du supplice. Ce risque nous pouvons le nommer LIBERTE. Mais il y a un échappatoire, une sorte de soulagement possible : le BOULEVERSE. Ce qui me bouleverse, m'émeut, fait de moi un être vivant (...) Une des clés étant que ce bouleversé se meuve en agir. »

C'est par ce biais que l'expérience personnelle est indissolublement liée à l'expérience sociale. Claude Sigala, ce n'est pas d'abord un symbole, un porte-drapeau. C'est avant tout un être de chair, d'amour, de souffrances. Et la partie la plus émouvante du livre est peut-être celle dans laquelle il évoque ses doutes, la tentation du suicide, ses découragements, et la vie, cependant, plus forte que tout le reste.

Alain

Claude Sigala : « Vivre Avec », A.I.E., 29 rue Davy 75017 Paris.

Sous la direction de Jean-Yves Guérin, les éditions L'Harmattan publient les actes du colloque de Nanterre (5-6 juin 1985) sur « Camus et la politique ».

Cet ensemble, particulièrement riche, précise la place et l'influence de Camus dans divers pays étrangers (Pologne Tchécoslovaquie, RFA, Italie). Il présente également d'intéressantes contributions historiques sur « Camus et la seconde guerre mondiale » (Jean-Pierre Rioux) et ses idées politiques à la libération (Jean-Jacques Becker).

La partie de l'ouvrage la plus ouverte est la plus controversée est, bien évidemment, consacrée à l'Algérie. La contribution la plus nouvelle est, à notre sens, celle de Paul Siblot et Jean-Louis Planche qui analysent les articles de Camus dans *Combat* en Mai 1945 au moment des massacres de Sétif.

Plusieurs contributions tentent un parallèle entre ses idées politiques et celles de Péguy, d'Orwell et de Raymond Aron.

Enfin, un certain nombre de grands thèmes politiques sont analysés à travers les prises de position de Camus, notamment la question des droits de l'homme, de l'anarchie, du marxisme et de la démocratie.

Malgré l'arripleur, la diversité et la qualité de la plupart des contributions, c'est néanmoins avec un sentiment d'incomplétude qu'on en arrive à la conclusion de l'ouvrage.

En effet, trois lectures nous semblent dominer la scène à propos de la pensée politique de Camus.

La première est celle du « philosophe pour classes terminales ». Camus y serait le représentant d'une pensée centriste ou du juste milieu, dont certaines formules sont revendiquées par quelques politiciens en mal de culture générale.

Inutile de dire qu'un tel colloque s'inscrit en faux contre cette interprétation à tout le moins rapide sinon malveillante.

La deuxième lecture, qui va peut-être devenir dominante dans les années à venir, fait de Camus, soit un précurseur des « nouveaux philosophes » (comme en témoigne l'essai de C. et J. Broyelle), soit de la « deuxième gauche ». La

personnalité de J.Y. Guérin, collaborateur d'Esprit et d'Intervention, entraîne à notre sens ce colloque dans cette direction.

La dernière, minoritaire mais tenace, fait de Camus un compagnon de route des milieux anarchistes (*). Plutôt que d'essayer d'analyser en quoi la pensée de Camus peut avoir des résonances libertaires, elle préfère se livrer à un étalage de signes plus ou moins patents de sa collaboration avec ces milieux.

A l'encontre de ces différentes conceptions, la pensée de Camus nous semble s'inscrire dans une culture politique que l'on pourrait nommer libérale-libertaire (sans confusion aucune avec les prétendus ex-nouveaux philosophes), et qui s'est exprimée dans les années 50 autour de la revue syndicaliste « La Révolution Prolétarienne » et de la revue suisse « Témoins ».

On peut en trouver une excellente illustration dans l'article d'Audie Prudhommeaux : « Libéraux et Libertaires » (Témoins n. 1 printemps 1953). Ces deux revues n'ont pas suscité des contributions à la hauteur de leur importance. C'est par la connaissance de ces milieux et par une étude approfondie des interventions de Camus dans cette culture politique, que l'on pourra progresser dans la voie de la connaissance d'un Camus libertaire. A cet égard, et sur ce thème, les milieux libertaires de toute sensibilité s'honoreraient à prendre l'initiative d'un colloque sur « Camus penseur libéral ou sympathisant libertaire ».

Camus et la politique, sous la direction de Jean-Yves Guérin, Textes du colloque de Nanterre, 5-7 juin 1985.

Editions L'Harmattan, collection Histoire et Perspectives méditerranéennes - 295 pages

(*) En 1985 furent publiés deux ouvrages sur Camus allant dans ce sens : « L'Oeuvre et l'Action d'Albert Camus dans la Mouvement de la Tradition Libertaire » de Teodosio Vertone (éd. ACL) et un numéro de la revue *Volonté Anarchiste* : « Albert Camus et les Libertaires ».

ANARCHICA – réflexions sur l'inégalité sexuelle

L'idée de consacrer aujourd'hui une recherche au problème de l'inégalité entre les sexes est née de la nécessité de sortir de l'impasse où a abouti le «féminisme» (terme ambigu, que nous définirons mieux par la suite), qui semble avoir perdu sa charge subversive.

Mais s'il est évident qu'un cycle s'est terminé, il est tout aussi évident que l'inégalité sexuelle reste un problème central, que ce soit au sein de la culture autoritaire ou au sein de la culture sociale en général (au moins dans le monde occidental).

Avant de continuer, il nous faut mettre au clair l'ambiguïté du terme «féminisme». On peut entendre par là le vaste processus de changement culturel capillaire, où les femmes ont été les protagonistes de la plus importante révolution des valeurs depuis un demi-siècle au moins; ou bien le mouvement, plus ou moins structuré, qui a coagulé les franges militantes d'un mouvement social plus vaste.

Pour éviter de confondre ces deux niveaux, nous userons du terme «féminisme» pour parler du vaste mouvement social, et de «mouvement féministe» pour caractériser son secteur militant et idéologique. Cette distinction est importante: en effet, quand on parle de crise du féminisme, on entend en fait la crise du mouvement féministe. Si ce dernier, pour diverses raisons, en est au point mort, le féminisme quant à lui n'a pas cessé de jouer un rôle (surtout au niveau micro-social) et continue d'éroder la culture sexiste traditionnelle et les rôles sociaux qui en procèdent, faisant naître une des plus profondes mutations de l'imaginaire social.

L'histoire et l'évolution du féminisme ne s'épuisent donc pas avec celles du mouvement féministe, même s'il est indéniable que celui-ci a été depuis un certain temps le cœur et le cerveau de celui-là. Toutefois, l'accentuation de certaines tendances, divergentes mais prédominantes, ont durci le mouvement féminisme sur des positions (fort peu libertaires) qui n'offrent guère de perspectives à l'exigence de changement social.

Sommairement dit, il y a deux tendances principales: l'encouragement à l'intégration dans la société hiérarchique, ignorant toute autre inégalité que l'inégalité entre les sexes, d'une part; de l'autre, le séparatisme. La première tendance, qui privilégie la solution individuelle (ou déléguée) au problème de l'inégalité, a poussé le mouvement sur des positions franchement réactionnaires; la seconde, plus communautaire et anti-hiérarchique, propose quant à elle un féminisme réductionniste et une forme de sexisme aux prétentions génétiques, image spéculaire du sexisme masculin.

Un des objectifs de la réflexion proposée, c'est de sortir de cette voie sans issue; de partir de l'inégalité entre les sexes pour parvenir à une critique plus précise et globale de la hiérarchie, en dépassant le cadre étroit d'intérêts auquel une certaine culture féministe avait limité l'analyse de l'inégalité. Refuser cette inégalité n'est donc pas le fait du seul univers féminin, mais c'est plutôt une méthode privilégiée pour comprendre plus généralement la société de la domination, un point de départ pour une vision égalitaire plus ample des rapports sociaux.

Ce qui est proposé ici n'est donc pas une réflexion *de femmes sur les femmes* (au sens restrictif qu'a eu cette définition), mais plutôt une recherche qui, par l'analyse d'une des différenciations hiérarchiques les plus importantes de la société de la domination, permette d'en arriver à un «féminisme» qui ne soit pas seulement «féminin» mais qui puisse devenir part du patrimoine culturel de tous ceux et celles qui trouvent dans l'égalité et la diversité des valeurs fondamentales.

Ce colloque international sera organisé par le Centro Studi Libertari et l'Atelier de Création Libertaire. Il se déroulera en français, avec d'éventuelles traductions consécutives.

Les thèmes envisagés sont les suivants:

a) Le sexe de la domination

b) Le masculin, le féminin, l'humain

c) Le rôle et le chromosome

d) Anarchisme post-féministe et anarcho-féminisme

Des renseignements plus détaillés seront envoyés aux personnes intéressées en écrivant à l'ACL. Nous publierons le programme complet début septembre.

du 30 au 7er nov. 87 à Lyon

